

Compte Rendu
Conseil Municipal

Séance du 29 novembre 2019

Présents

Bruno Loustalet
Yannick Semay
Philippe Guillard
Guy Caplat
Suzanne Borrel-Jeantan
Josiane Brignone
Serge Manié
Audrey Duprat

L'an deux mil dix-neuf, le vingt-neuf novembre à 19 heures 30, le Conseil Municipal, régulièrement convoqué s'est réuni à la Mairie sous la Présidence de Monsieur Bruno LOUSTALET, Maire,

Secrétaire de séance : Guy Caplat

M le Maire donne lecture du message suivant (qui sera repris en début de chaque séance ou réunion enregistrée) :

Excusés

Sabine Basili

« Mairie de THIL,
Séance du Conseil Municipal
En Mairie de Thil
Le vendredi 29 novembre 2019 à 19h50
Enregistrement intégral sans pause »

Pouvoirs

Christian Julian
(Pouvoir à S. Manié)
Nicolas Zimerli
(Pouvoir à J. Brignone)
Jean-Michel Thuot
(Pouvoir à Y. Semay)
M-P Dupuy-Roudel
(Pouvoir à B. Loustalet)
Valérie Berger
(Pouvoir à P. Guillard)
Kamel Mohammadi
(Pouvoir à G. Caplat)

M. le Maire annonce les pouvoirs reçus.

En préambule, Monsieur le Maire fait part à l'Assemblée de la demande d'enregistrement de l'Association Uthil Avant Tout.

1. COMPTE RENDU DE LA PRECEDENTE REUNION :

Monsieur le Maire demande à l'Assemblée si elle a des observations à formuler sur le compte-rendu de la séance du 2 septembre 2019.

L'assemblée n'ayant pas de remarques, le Compte-Rendu précédent est approuvé.

Il a été procédé, conformément à l'article L-2121-15 du CGCT, à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil ; Monsieur Guy CAPLAT ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

2. COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE MIRIBEL ET DU PLATEAU

DELIBERATION N° 19.06.01 : AUTORISATION DE SIGNATURE – MARCHÉ EN GROUPEMENT DE COMMANDES TRAVAUX DE VOIRIE – RESEAUX DIVERS ET DE SIGNALISATION HORIZONTALE ET MARQUAGE AU SOL

Rapporteur : Bruno Loustalet

Monsieur le rapporteur rappelle la délibération n°19.02.09 du 15 février 2019 relative au Groupement de commandes voirie Travaux de voirie – Réseaux divers et de Signalisation horizontale organisé par la CCMP agissant en tant que coordonnateur du groupement de commandes des communes adhérentes de la CCMP.

A l'issue de la procédure de gestion de la commande publique, les sociétés Eiffage et Signature SAS ayant présenté les offres économiquement les plus avantageuses respectivement pour les Lot 1 (Voirie – réseaux divers) et Lot 2 (Signalisation horizontale et marquage au sol), il convient d'autoriser Monsieur le Maire à signer les pièces de chaque marché.

Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,

- Autorise Monsieur le Maire à signer les pièces des marchés avec les sociétés Eiffage (Lot 1 – Voirie – Réseaux divers) et Signature SAS (Lot 2 – Signalétique horizontale et marquage au sol) et à engager toutes diligences nécessaires à l'exécution de la présente.

Pour extrait certifié conforme au Registre des délibérations.

<i>Pour</i>	14
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

Concernant cette délibération, Mme Duprat souhaite que les plateaux piétonnier « Passage piéton » soient mieux indiqués, marqués. Les bus s'arrêtent en différents points de la ville et sans marquage, les automobilistes font moins attention, ils ralentissent plus facilement lorsqu'ils voient l'indication des passages piétons.

Mme Semay rajoute que les quadrillages au sol doivent eux aussi être refaits pour une meilleure visibilité.

M. Manié précise que les bus scolaire s'arrêtent encore sur les plateaux alors qu'ils ne doivent plus le faire, les enfants sont trop exposés. Mme Semay rajoute que les bus oublient parfois des villes, modifient leur trajet, ne s'arrêtent pas aux bons arrêts.

M. Guillard propose d'en parler pour la prévision du budget 2020.

M. Manié poursuit en indiquant que l'arrêt se situant vers le Clos des Platanes, est un arrêt naturel, où les enfants vont facilement, et demande s'il peut devenir un arrêt plus officiel.

M. le Maire propose de faire remonter ces informations au département.

DELIBERATION N° 19.06.02 : CONVENTION DE PRESTATION DE SERVICE RELATIVE A L'ENTRETIEN ET A L'EXPLOITATION DU RESEAU D'ASSAINISSEMENT DU « CLOS DES PLATANES »

Rapporteur : Bruno Loustalet

Monsieur le Rapporteur rappelle à l'Assemblée que la Communauté de communes de Miribel et du Plateau (CCMP) dispose de la compétence assainissement à compter du 1^{er} janvier 2020.

Vu l'article L. 2224-8 du CGCT qui pose le principe d'une compétence obligatoire des communes en matière d'assainissement. Cette compétence comprend notamment au titre de l'assainissement collectif, la mission de « contrôle des raccordements au réseau public de collecte, la collecte, le transport et l'épuration des eaux usées, ainsi que l'élimination des boues produites ».

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 dite loi « NOTRe » (Nouvelle Organisation Territoriale de la République) qui prévoit qu'au 1er janvier 2020, au plus tard, les communautés de communes disposeront, au titre de leurs compétences obligatoires, des compétences « eau » et « assainissement », la compétence assainissement regroupant l'assainissement non collectif et l'assainissement collectif

Vu les délibérations des Communes de Thil, Beynost, Miribel, Saint-Maurice de Beynost, Neyron et Tramoyes actant une non opposition au transfert automatique des compétences eau potable et assainissement,

Vu l'article L 5214-16-1 du CGCT autorisant la Communauté de communes à confier, par convention conclue avec les collectivités territoriales ou les établissements publics concernés, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions à une ou plusieurs communes membres

Monsieur le rapporteur présente le projet de convention de mise à disposition.

S'agissant du système d'assainissement du Clos Platanes, l'exercice de cette compétence nécessite de continuer d'être assurée par la Commune de Thil qui dispose d'un personnel compétent et intervenant déjà pour l'entretien et l'exploitation de ces ouvrages.

La Commune de Thil et la CCMP souhaitent par la présente convention définir les conditions d'entretien et d'exploitation de ces ouvrages et clarifier les responsabilités de chacun.

Il est demandé au conseil municipal d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de prestation de service relative à l'entretien et à l'exploitation du réseau d'assainissement du « Clos des Platanes »

Le Conseil Municipal,

Considérant l'exposé de Monsieur le Rapporteur,

- Approuve la convention de mise à disposition telle que présentée
- Autorise le Maire à la signer ainsi que toutes les pièces qui s'y rapportent

Pour extrait certifié conforme au Registre des délibérations.

<i>Pour</i>	14
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

M. Manié demande les tarifs appliqués qui ne sont pas indiqués dans la convention. Ces derniers, correspondant au taux horaire de l'agent en charge de la STEP, ils ont été rajouté le jour-même et la convention sera renvoyée aux élus une fois le tout rempli.



CONVENTION DE PRESTATION DE SERVICE RELATIVE A L'ENTRETIEN ET A L'EXPLOITATION DU RESEAU D'ASSAINISSEMENT DU « CLOS PLATANES » A THIL
--

La Commune de THIL, représentée par son Maire, dûment habilité par délibération du Conseil municipal en date du

et

La Communauté de communes de Miribel et du Plateau, représentée par son président, dûment habilité par délibération en date du, et ci-après dénommée CCMP,

conviennent ce qui suit :

Vu l'article L. 2224-8 du CGCT qui pose le principe d'une compétence obligatoire des communes en matière d'assainissement. Cette compétence comprend notamment au titre de l'assainissement collectif, la mission de « contrôle des raccordements au réseau public de collecte, la collecte, le transport et l'épuration des eaux usées, ainsi que l'élimination des boues produites ».

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 dite loi « NOTRe » (Nouvelle Organisation Territoriale de la République) qui prévoit qu'au 1er janvier 2020, au plus tard, les communautés de communes disposeront, au titre de leurs compétences obligatoires, des compétences « eau » et « assainissement », la compétence assainissement regroupant l'assainissement non collectif et l'assainissement collectif

Vu les délibérations des Communes de Thil, Beynost, Miribel, Saint-Maurice de Beynost, Neyron et Tramoyes actant une non opposition au transfert automatique des compétences eau potable et assainissement,

Vu l'article L 5214-16-1 du CGCT autorisant la Communauté de communes à confier, par convention conclue avec les collectivités territoriales ou les établissements publics concernés, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions à une ou plusieurs communes membres

PREAMBULE

La Commune de Thil est compétente en assainissement et en eau potable. Au 31/12/2019, sur cette commune, seul le lotissement du Clos des Platanes dispose d'un assainissement collectif en service. Le réseau de collecte interne est de gestion privée (donc hors périmètre) mais le transfert et le traitement sont gérés en régie par la commune : le système d'assainissement dit « du Clos Platanes » comporte une conduite de transport des effluents et un filtre planté de roseaux du "champ peyron".

Le réseau de collecte interne du lotissement du Clos des Platanes est de gestion privée donc hors périmètre. Le réseau de transport des effluents est constitué d'une conduite d'une longueur de 120 mètres linéaires en fonte ductile de DN 100.

La station de traitement du "champ peyron", construite en 2012, est de type filtre planté de roseaux et est située à côté du lotissement. Elle dispose d'une capacité de 120 EH, ce qui est en deçà du seuil de déclaration au sens de l'article R214-1, §2.1.1.0 du Code de l'environnement. Elle n'a pas fait l'objet d'un arrêté préfectoral et il n'y a pas d'autosurveillance sur place. La Commune a délégué à Suez la facturation de la part assainissement par convention.

L'ouvrage est alimenté par un poste de relèvement équipé d'un panier dégrilleur et de trois groupes de pompage qui relèvent les effluents sur chaque casier. Chaque pompe délivre une bûchée de 1.19 m³ à un débit de 30 m³/h. Le traitement est assuré par 1 étage de filtration vertical constitué de 3 lits de 60 m² unitaire en parallèle fonctionnant en alternance (1 pompe par lit). L'alternance hebdomadaire est assurée par un automate SCHNEIDER. Le dispositif est équipé d'un Sofrel permettant un suivi à distance de cet ouvrage. Le rejet s'effectue par infiltration en sous-sol sur un massif de 120 m².

Le plan et une fiche détaillée de l'ouvrage sont annexés à la présente convention.

ARTICLE 2 - CONTENU DE LA PRESTATION DE SERVICES

La commune de Thil assure, pour le compte de la CCMP, l'entretien et l'exploitation des ouvrages d'assainissement susnommés selon les modalités suivantes :

- Un passage hebdomadaire avec à minima un contrôle visuel de l'ensemble des ouvrages, la relève des paramètres de fonctionnement et le nettoyage du dégrilleur (les refus sont envoyés avec les ordures ménagères),
- Un curage du poste toutes les 2 à 3 semaines avec un nettoyage de la sonde du poste de relèvement,
- Quatre fois dans l'année pendant deux heures : la tonte des abords de la station,
- Une fois par an : un fauchage des roseaux (estimé à deux jours de travail à deux en période estivale),
- Tous les 3 ans si nécessaire, un élagage des arbustes de la zone d'infiltration (non fait à ce jour),
- Les interventions d'astreinte du personnel pour rétablir le fonctionnement du dispositif en cas de dysfonctionnement.
- Surveillance du curage effectué par un prestataire extérieur, 2 fois par an

La Communauté de Communes de Miribel et du Plateau assurera à sa charge la gestion et la responsabilité pleine et entière :

- Les sollicitations du public et des usagers,
- La maintenance curative et préventive et le renouvellement des équipements,
- La délivrance des autorisations de rejets et leurs conformités réglementaires,
- Le suivi des rejets en milieux naturels si nécessaire.

ARTICLE 3 – MODALITES DE L'INTERVENTION DES AGENTS MUNICIPAUX ET REMUNERATION

3-1 Situation des agents municipaux

Les agents de la commune de Thil assurant ces missions d'entretien et d'exploitation communautaire demeurent statutairement employés par leur collectivité d'origine dans les conditions de statut et d'emploi qui sont les leurs.

Ils tiennent à jour un état récapitulatif annuel précisant le temps de travail consacré et la nature des activités effectuées pour le compte de la CCMP.

3-2 Modalités financières

La détermination du coût de prestation de la Commune de Thil s'effectue sur la base d'un état annuel précisant la nature des interventions, convertie en unités de fonctionnement, somme de la quotité de travail mobilisé par la commune pour cette prestation de service.

Il sera fait application d'une grille tarifaire annexée à la présente convention et qui pourra être révisée chaque année par délibération du conseil communautaire de la CCMP qui a la faculté de réviser et de compléter cette grille.

L'état récapitulatif annuel sera signé par le maire de Thil ainsi que par le Président de la CCMP.

A la lumière de cet état récapitulatif, la Commune de Thil adresse, au plus tard le 31 mars de l'année N+1, un titre de recette à la CCMP.

ARTICLE 4 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prendra effet au 1^{er} janvier 2020. Elle est conclue pour une durée de 1 an renouvelable par tacite reconduction.

Chaque partie peut dénoncer la présente convention en respectant un délai de trois mois après notification de son intention par lettre recommandée avec accusé de réception à son co-contractant. Ce délai pourra être réduit en cas d'accord des deux parties, notamment si un autre mode de gestion est envisagé par la CCMP.

L'ARTICLE 5 – ASSURANCE

La compétence assainissement relève de la responsabilité juridique de la CCMP à l'exception des prérogatives qui relèvent du pouvoir de police du maire. Les parties s'engagent à s'assurer, chacune en ce qui les concerne, pour la mise en œuvre de la présente convention.

L'ARTICLE 6 – CONTENTIEUX

Toute contestation relative à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention ressort du Tribunal Administratif de Lyon.

Fait en deux (2) exemplaires,

A THIL, le

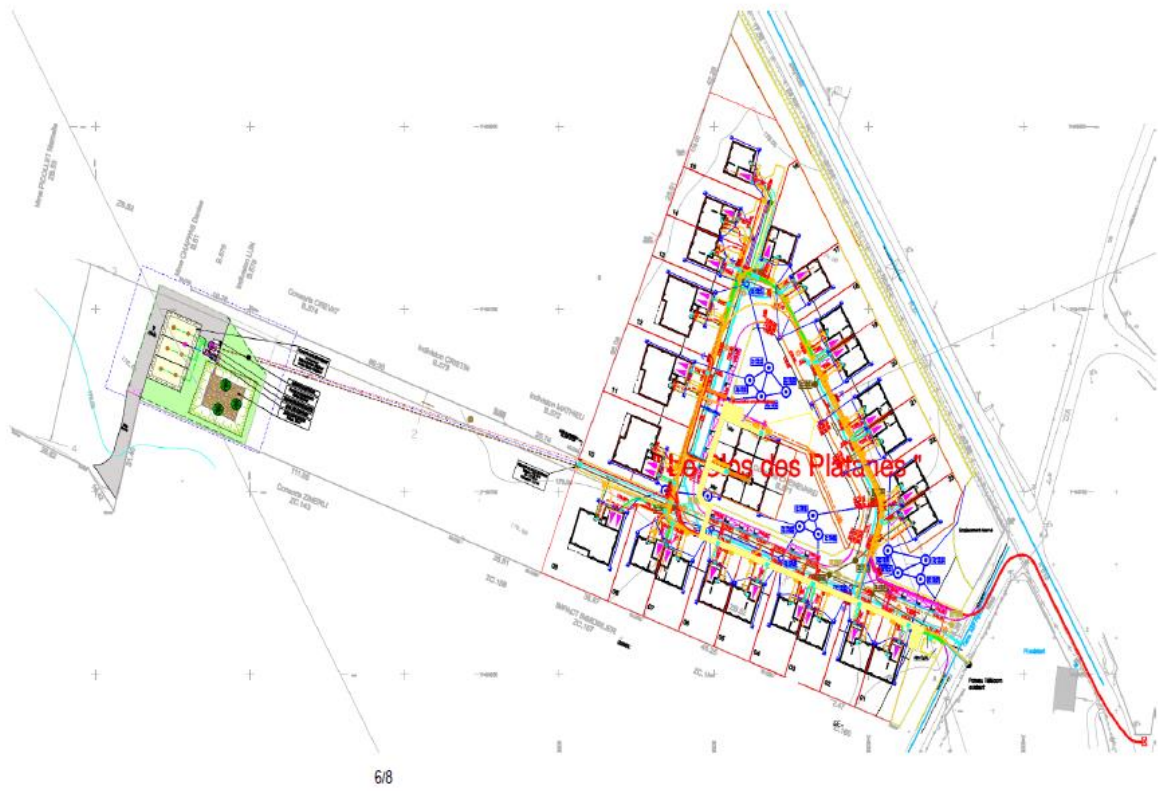
Le Président de la Communauté de communes
de Miribel et du Plateau

Le Maire de THIL

ANNEXE

Grille tarifaire :

Mission	Fréquence	Qté annuel	Nombre d'heure par an estimée	Prix (€ H.T.)
Contrôle visuel de l'ensemble des ouvrages, relève des paramètres de fonctionnement et nettoyage du dégrilleur	Hebdomadaire	52	52*0.30 = 15,6 h/an	343.82
Curage du poste avec un nettoyage de la sonde du poste de relèvement,	Toutes les 2 à 3 semaines	17	17*1 = 17 h/an	374.68
Tonte des abords de la station,	4 fois par an	4	4*2 = 8 h/an	176.32
Faucardage des roseaux	1 fois par an		1*16 = 16 h/an	352.64
Elagage des arbustes de la zone d'infiltration (non fait à ce jour),	1 fois tous les 3 ans	1	0.3*8 = 2.7 h/an	59.50
Surveillance curage par société extérieure	2 fois par an	4	2*2 = 4h/an	88.16
Total estimatif			63.3 h / an	1395.13



6/8

3. SYNDICAT

DELIBERATION N° 19.06.03 : CESSION DES CERTIFICATS D'ECONOMIE D'ENERGIE AU SIEA

Monsieur le Rapporteur expose au Conseil Municipal que dans le cadre d'opérations potentiellement génératrices de Certificats d'Économie d'Énergie (CEE), la collecte et valorisation des CEE peuvent être assurées par le SIEA. Dans ce cadre, une convention doit être signée.

Entendu les explications de Monsieur le Rapporteur,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

- Accepte les dispositions par lesquelles la commune confie au SIEA la mission de collecte et de valorisation des Certificats d'Économies d'Énergie issues d'opérations génératrices et reçoit le produit de la valorisation financière des certificats que le SIEA obtient au titre de leur production conformément à l'article VIII de la convention.
- Autorise Monsieur le Maire à signer la convention de collecte et de valorisation des Certificats d'Économie d'Énergie concernées et de toutes les pièces concernant ce service (attestation sur l'honneur...).
- S'engage à transmettre les documents liés à la mission de collecte et de valorisation (devis, facture...).
- S'engage à tenir informé le SIEA de l'état d'avancement de travaux.

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations.

<i>Pour</i>	<i>14</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstention</i>	<i>0</i>

SYNDICAT INTERCOMMUNAL
D'ENERGIE ET DE E-COMMUNICATION
DE L'AIN

**CONVENTION DE TRANSFERT ET DE
VALORISATION DES CERTIFICATS D'ECONOMIES
D'ENERGIE (CEE) DES COMMUNES ET
ETABLISSEMENTS PUBLICS DU DEPARTEMENT DE
L'AIN**

SIEA

Entre :

d'une part,

La commune de (la communauté de commune de) _____ (maire, EPCL...),

Adresse, _____

N° SIREN _____,

Représentée par son (Maire, Président) _____, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués par la délibération n° _____, en date du _____, ci-après désignée « **le bénéficiaire** » (Commune, EPCL, Syndicat mixte, SIVOM,...)

Et :

D'autre part

Le Syndicat Intercommunal d'énergie et de e-communication de l'Ain,

32 cours de Verdun - CS 50268 - 01006 BOURG EN BRESSE Cedex

N° SIREN 250 100 211

Représenté par Monsieur Walter MARTIN, Président, ci-après désigné par « **le SIQA** »,

Article I : CONTEXTE

La loi de Programmation des Orientations de la Politique Energétique (POPE) n° 2005-781 du 13 juillet 2005 a fondé le dispositif des Certificats d'Economies d'Energie (CEE).

Ce dispositif repose sur une obligation de réalisation d'économie d'énergie, imposée par l'état, aux fournisseurs d'énergie dont les ventes annuelles sont supérieures à un seuil défini par décret en Conseil d'Etat. Cette obligation est fixée par période pluriannuelle de trois à quatre ans.

Les certificats sont comptabilisés en mégawattheures cumulés actualisés (MWh cumac), correspondant à la somme des économies d'énergie annuelles réalisées sur la durée de vie de l'équipement mis en œuvre dans le cadre d'une opération d'économies d'énergie.

Une opération d'économies d'énergie peut intéresser les secteurs du bâtiment résidentiel, du bâtiment tertiaire, des réseaux d'énergie, du transport, de l'industrie ou de l'agriculture.

Pour chaque type de produit ou de service mis en œuvre, les quantités de MWh cumac générés par une opération sont calculées à partir de fiches standardisées définies par arrêté du Ministère de la transition écologique et solidaire.

La validité des CEE est reconnue par le Pôle National des Certificats d'Economies d'Energie (PNCEE) sur examen des justificatifs de l'opération.

Désignés par l'article L 221-1 du Code de l'Energie, les vendeurs d'énergie soumis à obligations d'économies d'énergie sont dénommés « Obligés ».

Désignées par l'article L 221-7 du Code de l'Energie, les collectivités publiques peuvent obtenir des CEE à partir d'opérations d'économies d'énergie réalisées sur leur propre patrimoine ou dans le cadre de leurs compétences.

N'étant pas soumises à obligations d'économies d'énergie, les collectivités publiques ont néanmoins la possibilité de détenir des CEE, dans la perspective de les céder aux Obligés moyennant une contrepartie financière, et sont dénommées à ce titre « Eligibles ».

Le bénéficiaire et le SIQA sont Eligibles.

Article II : OBJET

La présente convention a pour objet de fixer les dispositions par lesquelles le bénéficiaire, confie au **SIQA** la mission de collecte et de valorisation des Certificats d'Economies d'Energie issus d'opérations réalisées sur ses biens propres ou les biens de tiers dans le cadre de ses missions, et reçoit le produit de la valorisation financière des certificats que le **SIQA** obtient au titre de leur production.

Deux cas peuvent se présenter :

- soit le **SIQA** procède lui-même à un dépôt des dossiers,
- soit il conclut un accord financier préalable aux travaux, avec un Obligé qui effectuera lui-même le dépôt à l'issue de l'opération.

Article III : CHAMP D'APPLICATION

Les opérations d'économies d'énergie entrant dans le champ de la présente convention correspondent :

- aux opérations réalisées par le Bénéficiaire sur ses biens propres ou les biens de tiers dans le cadre de ses missions et répondant aux conditions énoncées dans les fiches d'opérations standardisées applicables et définies par arrêté (Annexe 1 de la convention); celles-ci concernent essentiellement les bâtiments tertiaires, les bâtiments résidentiels et les réseaux, mais peuvent intéresser d'autres secteurs touchant aux biens des communes ;
- aux opérations spécifiques réalisées par le Bénéficiaire sur ses biens propres, et répondant aux conditions de l'annexe 4 de l'arrêté du 4 septembre 2014 fixant la liste des éléments d'une demande de certificats d'économies d'énergie.

Les contributions et procédures de valorisation proposées par le **SIQA** en faveur du Bénéficiaire n'ont pas de caractère exclusif. Le Bénéficiaire ne confie la gestion des CEE au **SIQA** que sur les opérations de son choix. Lorsque le choix est opéré, le pouvoir donné au **SIQA** est alors exclusif, et ne peut être revendiqué par une autre collectivité ou un autre organisme (art. 2 du décret n° 2010-1664 du 29 décembre 2010 relatif aux certificats d'économies d'énergie).

Article IV : DROITS CONFERANT AU SIQA LE STATUT DE DEMANDEUR

Le **SIQA**, en tant que demandeur, doit pouvoir justifier de son rôle actif et incitatif. Cette contribution doit être antérieure au déclenchement de l'opération.

Le **SIQA** se constitue demandeur des CEE en contrepartie de la contribution qu'il apporte au Bénéficiaire dans le cadre du dispositif des certificats d'économies d'énergie. Le rôle du **SIQA** consiste à :

- aider le Bénéficiaire à produire les preuves et à réunir les éléments de demande de certificats répondant aux règles en vigueur,
 - déposer en propre les CEE auprès du Pôle National des Certificats d'Economies d'Energie, ou à en confier le dépôt à un demandeur que le **SIQA** désignera dans le cadre d'une procédure de regroupement (art. 6 annexe 2 de l'arrêté du 4 septembre 2014), notamment un membre de l'Association regroupant les syndicats d'énergies de la Région Auvergne Rhône Alpes : Territoires d'Energie Auvergne Rhône Alpes (TEARA),
 - valoriser financièrement les CEE obtenus et à en restituer le produit, selon les modalités exposées à l'article VIII.
-

Cette contribution ne peut être qualifiée que pour les opérations d'économies d'énergie engagées postérieurement à la date de signature de la présente convention.

Elle est apportée aux opérations visées à l'article III.

Article V : MANDAT POUR VALORISATION FINANCIERE DIRECTE AVEC DES OBLIGES

L'Obligé, en tant que demandeur, doit pouvoir justifier de son rôle actif et incitatif. Cette contribution doit être antérieure au déclenchement de l'opération.

Lorsque le **SIQA** est en mesure de valoriser financièrement les CEE pour le compte du Bénéficiaire sans les déposer auprès du PNCEE, le Bénéficiaire confie au **SIQA**, qui l'accepte, le mandat pour signer, dans le cadre du dispositif des CEE, des accords préalables avec des Obligés permettant la valorisation de travaux d'économies d'énergie à venir et justifiant du rôle actif, incitatif et antérieur de l'Obligé.

Les accords ne sont proposés que pour les opérations que le Bénéficiaire choisit de valoriser par ce procédé.

Les opérations sont identifiées sur ces accords, et leur consistance est conforme à l'article III.

Par ce mandat, le Bénéficiaire :

- charge le **SIQA** de compléter et de transmettre son dossier à l'Obligé,
- accepte que le **SIQA** soit l'unique dépositaire identifié par l'Obligé pour le versement de la contrepartie financière,
- reçoit le produit de cette valorisation dès recouvrement par le **SIQA** selon les modalités exposées à l'article VIII.

Article VI : DROITS CONFERANT AU SIQA LE STATUT DE REGROUPEUR

La collectivité Bénéficiaire des CEE, conserve son état de demandeur et se constitue membre du regroupement.

Cette procédure est susceptible d'être appliquée :

- dans le cas où le Bénéficiaire a engagé une (des) opération(s) antérieurement à la signature de la présente convention et souhaite confier la valorisation des CEE au **SIQA**,
- dans toute autre circonstance ne permettant pas l'application des procédures décrites aux articles IV et V,
- en alternative à la disposition de l'article IV, le Bénéficiaire conservant l'état de demandeur et se constituant membre du regroupement.

Par cette procédure, le Bénéficiaire charge le **SIQA** d'intégrer ses dossiers à un regroupement constitué de multiples bénéficiaires éligibles, et d'en effectuer le dépôt auprès du PNCEE.

Le Bénéficiaire et le **SIQA** sont membres du regroupement.

Le Bénéficiaire charge le **SIQA** de valoriser financièrement les CEE une fois délivrés, accepte que celui-ci soit dépositaire de la contrepartie financière obtenue, et reçoit le produit de cette valorisation par le **SIQA**, selon les modalités exposées à l'article VIII.

*Nota : dans le cas où il n'est pas en mesure d'opérer un regroupement dans les délais requis pour l'instruction du dossier présenté par le Bénéficiaire, le **SIQA** est susceptible d'indiquer au Bénéficiaire l'identité d'un autre membre de l'association Territoires d'Energie Auvergne Rhône*

Alpes (TEARA) susceptible de se constituer regroupeur. Le SIQA contribue à lui transmettre le dossier en bonne et due forme, mais il appartient au Bénéficiaire de désigner explicitement, par un accord ad-hoc, l'identité du regroupeur auquel il confie le dépôt des opérations concernées.

Article VII : RESPONSABILITES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES

Par cette convention, le **SIQA** :

- Vérifie l'éligibilité des travaux en fonction des fiches d'opérations standardisées en vigueur au moment du dépôt.
- Dépose le dossier au PNCEE, ou le transmet aux obligés ou intermédiaires.
- Valorise financièrement les CEE auprès des obligés ou intermédiaires.
- Ne peut pas être considéré comme responsable si tout ou partie des CEE déposés sont refusés par le Pôle National des CEE ou par les obligés, et ce pour quelque raison que ce soit.
- Transfert au bénéficiaire le produit de la valorisation obtenu selon les modalités à l'article VIII

Par cette convention, le bénéficiaire des opérations d'économies d'énergie :

- Atteste sur l'honneur, être seul à pouvoir invoquer les Certificats d'Economies d'Energie sur les opérations concernées, fournir exclusivement au **SIQA** l'ensemble des documents permettant de valoriser les opérations au titre du dispositif des CEE (devis signé, facture acquittée, OS, DGD, attestation de fin de travaux...), dans un délai maximum de 2 mois après le règlement de la facture, et qu'elle ne signera pas de documents similaires avec aucun autre acteur dans le cadre de ce dispositif.
- Atteste sur l'honneur l'exactitude des informations communiquées sur les caractéristiques de son bien (activité, surface, énergie de chauffage, etc.).
- Est informée qu'elle est susceptible d'être contactée par les services du ministère chargé de l'énergie dans le cadre d'un contrôle concernant la nature des travaux et la réalisation effective de ceux-ci.

Article VIII : MODALITE DE RESTITUTION DES CEE AU BENEFICIAIRE

Tant dans le cas du dépôt de dossiers que dans celui de l'accord préalable avec des Obligés, le **SIQA** s'engage à restituer au Bénéficiaire le produit de la valorisation obtenu, par le **SIQA**, répartie comme selon le tableau en annexe 2 de la convention, dès lors que le produit de la vente est effectivement transmis, par l'obligé ou son intermédiaire, sur le compte du **SIQA**.

Le produit de la valorisation des CEE, correspondant au prix de vente déduit des frais de gestion du **SIQA**, est proportionnel au prix de vente unitaire des CEE conformément à l'annexe 2.

Article IX : DUREE

La validité de la présente convention est fixée à la durée maximum de quatre ans à compter de la date de signature.

Le Bénéficiaire peut à tout moment mettre un terme à la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée au **SIQA**, l'annulation étant effective à sa date de réception. Cette annulation ne porte pas sur les procédures déjà engagées en vue d'un dépôt de certificats et de leur valorisation financière, qui seront conduites à leur terme.

Dans le cas où une modification législative, réglementaire ou conjoncturelle du dispositif des Certificats d'Economies d'Energie aurait pour effet la remise en cause des clauses de la présente convention, celle-ci fera l'objet d'une résiliation à l'initiative du **SIQA** qui en informera le

Bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception. Cette annulation ne porte pas sur les procédures déjà engagées en vue d'un dépôt de certificats et de leur valorisation financière, qui seront conduites à leur terme.

Article X : LITIGES

Pour tout litige qui pourrait surgir entre les Parties, relatif à l'interprétation ou l'exécution de la présente Convention, et qui ne serait pas réglé à l'amiable, le tribunal administratif de Lyon serait saisi.

Fait à, le

**Le Président du Syndicat Intercommunal
d'énergie et de e-communication de l'Ain**

**Le représentant du bénéficiaire
de**

Walter MARTIN

.....

DELIBERATION N° 19.06.04 : PRESTATION DE SERVICES POUR L'ENTRETIEN DES POTEAUX D'INCENDIE

Vu l'article L.2213-32 du code général des collectivités territoriales et le décret N°2015-235 du 27 février 2015 relatifs à la responsabilité du Maire dans le cadre de la Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI) sur la commune,

Le Conseil Municipal,

Considérant l'exposé de Monsieur le Rapporteur,

- Approuve la convention de mise à disposition telle que présentée
- Autorise le Maire à la signer ainsi que toutes les pièces qui s'y rapportent

Pour extrait certifié conforme au Registre des délibérations.

<i>Pour</i>	14
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

Commune
de
THIL

**PRESTATION DE SERVICES
POUR L'ENTRETIEN DES POTEAUX D'INCENDIE**

Entre

La Commune de THIL représentée par son Maire Mr LOUSTALET Bruno
agissant en cette qualité en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par le Conseil
Municipal, désignée dans le texte qui suit par l'appellation "La Collectivité"

d'une part,

et,

SUEZ Eau France SAS, Société par Actions Simplifiée au capital de 422 224 040 € -
SIRET 410 034 607 03064 RCS Nanterre – TVA FR 79 410 034 607 ayant son siège social
- Tour CB21 – 16, place de l'Iris 92040 Paris La Défense, représentée par **Monsieur
Laurent ALQUIER**, Directeur de l'Agence Ain Isère, en vertu des pouvoirs qui lui ont été
délégué"

d'autre part,

il est convenu et arrêté ce qui suit :



ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHE

Le maire doit s'assurer de la suffisance, de la disponibilité des ressources en eau pour la lutte contre l'incendie, au regard des risques à défendre dans sa commune. Cette obligation recouvre en particulier celle de veiller à la disponibilité et au fonctionnement des points d'eau pour l'alimentation des services d'incendie et de secours.

En effet, conformément aux dispositions du code général des collectivités territoriales (CGCT), la police municipale comprend « le soin de prévenir, par des précautions convenables, et de faire cesser, par la distribution des secours nécessaires, les accidents et fléaux calamiteux ainsi que les pollutions de toute nature, tels que les incendies (...) ».

Les dépenses correspondantes sont des dépenses obligatoires pour la commune (article L2321-2 alinéa n°7 du Code Général des Collectivités Territoriales).

Les hydrants sont les poteaux d'incendie (PI) avec 1 sortie de diamètre 100 et 2 sorties de diamètre 70 ou 2 sorties de diamètre 100 et une sortie de diamètre 70 mm et les bouches incendies avec une sortie de diamètre 100 mm. Une visite annuelle de chaque hydrant est obligatoire.

Les nécessités techniques conduisent la commune à confier au Prestataire, lequel dispose du savoir faire, le soin d'entretenir les bouches et poteaux d'incendie situés sur son territoire et alimentés par le réseau public de distribution d'eau potable dans les conditions du présent contrat.

A cette fin, la commune confie au Prestataire des prestations d'entretien régulier et des prestations ponctuelles de remplacement, de remise en état et de création.

Le Prestataire s'engage dans les termes et conditions du présent contrat à réaliser les différentes prestations de service suivantes.

ARTICLE 2 - RESPONSABILITE

En vertu du décret n° 2015-235 du 27 février 2015 relatif à la défense incendie, la Collectivité ayant la compétence « incendie » conserve seule l'entière responsabilité de l'organisation et du fonctionnement du service public de la défense contre l'incendie sur son territoire, notamment en ce qui concerne la décision d'implantation de nouvelles installations de lutte contre l'incendie et pour la déclinaison des mesures imposées par le décret n° 2015-235 du 27 février 2015.

Les travaux nécessaires au dimensionnement du réseau, pour assurer les caractéristiques de pression et de débit normalisés de ces installations sont de la compétence de la Collectivité.

En cas de dysfonctionnement d'un appareil, la Société ne peut être tenue pour responsable.

ARTICLE 3 - DUREE ET EFFET DU CONTRAT

Le présent contrat est conclu à compter de la date de signature de la Commune pour une durée de **4 ans et renouvelable une fois sur demande de la collectivité**.

ARTICLE 4 - PRESTATIONS D'ENTRETIEN

4.1 Inventaire

Le Prestataire réalisera le recensement des bouches et poteaux d'incendie existants et localisera d'après le plan de réseau de distribution d'eau potable fourni par la Commune leur implantation avec repérage et numérotation (du SDIS) de ces prises au plus tard six mois après la date de prise d'effet du présent Contrat.

32 poteaux d'incendie au 1^{er} janvier 2020

L'inventaire sera mis à jour et un exemplaire en sera transmis tous les ans à la Commune avec le rapport annuel mentionné à l'article 4.3 ci-après.

4.2 Prestation d'entretien (option)

Après en avoir avisé la Commune et le gestionnaire du réseau d'eau potable, le Prestataire effectuera une action de maintenance destinée à préserver les capacités opérationnelles des Poteaux incendie (art R.2225-7-i-5° du CGCT). Ces actions sont effectuées au titre du service public de DECI (défense extérieure contre l'incendie) :

🔧 Annuellement, les prestations d'entretien suivantes :

- contrôle de l'emplacement de la bouche à clé et de l'accessibilité du carré de manœuvre de la vanne
- contrôle de l'état général de l'hydrant,
- contrôle du mécanisme de manœuvre et graissage, si nécessaire, de la colonne de manœuvre avec fourniture des lubrifiants,
- contrôle de la présence des bouchons de prise,
- contrôle de l'étanchéité du poteau fermé et ouvert sur bouchons,
- contrôle de la vidange et débouchage des purges,
- le remplacement éventuel des pièces dont le prix unitaire est inférieur à 20 € HT,
- établissement d'un rapport des points contrôlés et des opérations réalisées.

4.3 Prestation de mesures débits-pressions

🔧 La première année du contrat, il sera procédé aux mesures du débit sous une pression de 1 bar à l'aide d'un débitmètre adapté pour l'ensemble du parc (soit 32 poteaux) afin d'établir le point 0 du fonctionnement opérationnel du parc de défense incendie

🔧 A partir de la deuxième année, il sera procédé à la mesure du débit sous une pression de 1 bar à l'aide d'un débitmètre adapté, d'un tiers du parc (soit 11 poteaux par an) afin de limiter les coûts opérationnels pour la collectivité et rester dans le cadre de la demande de la DECI.

4.4 Le rapport annuel

Au plus tard trois mois après la réalisation des prestations d'entretien courant de chaque année telles que mentionnées à l'article 4.2 et 4.3 ci-dessus, il sera transmis à la Commune un rapport annuel dans lequel seront consignées la liste des appareils contrôlés, les observations sur leur

fonctionnement, la nature des prestations d'entretien courant réalisées, un plan de situation des hydrants, ainsi que, le cas échéant, des propositions pour des prestations à réaliser dans les conditions de l'article 5 ci-dessous.

ARTICLE 5 - LES PRESTATIONS PONCTUELLES A VALIDATION PREALABLE

Le Prestataire réalisera sur demande de la Commune ou après proposition de sa part ayant reçue la validation de la Commune, les prestations suivantes :

- création d'un poteau d'incendie,
- renouvellement des bouches et poteaux d'incendie défectueux pour lesquels il ne serait plus possible de se procurer les pièces de rechange,
- grosses réparations nécessitant le démontage complet ou le remplacement de tout ou partie du corps de ces appareils,
- prestations concernant les réparations consécutives à des causes accidentelles (par exemple accident de la circulation) ou à un mauvais usage des bouches et poteaux d'incendie par des personnes non autorisées.

Lorsque le Prestataire reçoit une demande de travaux ou une validation de la Commune, il accuse réception dans les 48h par courriel.

Le Prestataire réalise les devis préalables.

Après vérification et d'éventuelles modifications, la Commune valide le devis et émet un ordre de service travaux prescrivant le délai de réalisation des travaux.

Une fois les travaux réceptionnés, et après validation du décompte, la Commune émet un Procès Verbal de réception.

ARTICLE 6 - RESPONSABILITES

En vertu de l'article L 2212-2 alinéa n°5 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Commune conserve seule l'entière responsabilité de l'organisation et du fonctionnement du Service Public de la défense contre l'incendie sur son territoire, notamment en ce qui concerne la décision d'implantation de nouvelles installations de lutte contre l'incendie.

Toutefois, les travaux nécessaires au dimensionnement du réseau communal pour assurer les caractéristiques de pression et de débit normalisées de ces installations relèvent des compétences de la Commune. Aussi, seule celle-ci est à même de mettre en œuvre tout renforcement de réseau à des fins de défense incendie sachant que le réseau a pour première vocation la distribution d'eau potable et qu'en aucun cas ne sauraient être entrepris de travaux pouvant porter atteinte à la qualité de l'eau.

La réalisation de cette dernière catégorie de travaux ne saurait mettre en péril la qualité de l'eau distribuée, en particulier par un grossissement démesuré des conduites et créant aussi des temps de séjour anormalement élevés.

Le Prestataire n'engage sa responsabilité que dans la mesure où les prestations qu'il a acceptées de réaliser ne seraient pas exécutées conformément aux obligations de moyens qu'il a prises dans le cadre du présent contrat.

ARTICLE 7 - REMUNERATION DU PRESTATAIRE

7.1 La rémunération

La rémunération du Prestataire est la contrepartie des prestations mises à sa charge par l'article 4 du présent contrat.

La rémunération du Prestataire résulte de l'application du tarif de base suivant :

Tarif annuel en euros hors taxes pour l'entretien par appareil	17,90 euros
Tarif annuel en euros hors taxes pour le contrôle débits-pressions par appareil	35 euros

Date d'applicabilité du tarif : 01/01/2020

Le nombre de prises d'incendie à prendre en compte pour le calcul de la rémunération définie ci-dessus sera égal au nombre de prises en service au 1^{er} janvier de chaque année.

7.2 Prestations ponctuelles

Le Prestataire interviendra pour les réparations ponctuelles.

Le Prestataire sera rémunéré suivant le devis réalisé et approuvé par la Commune au préalable des interventions.

ARTICLE 8 – MODALITES D'INDEXATION DU TARIF DE BASE

Le tarif de base du prestataire ainsi que les prix du bordereau annexé, sont indexés une fois par an, au 1^{er} janvier en application de la formule suivante :

$$P_n = P_0 \times k$$

- où P_0 est le tarif de base et P_n est le tarif qui s'applique au 1^{er} janvier de l'année n .

$$\text{Avec } k = 0,80 \frac{ICHT - E}{ICHT - E_0} + 0,20 \frac{FSD2}{FSD2_0}$$

- Le coefficient k est arrondi au dix millième le plus proche (4 décimales), les calculs intermédiaires étant menés au cent millième le plus proche (5 décimales),

- La valeur des indices est celle connue au 1^{er} janvier de l'année n . Ainsi, la valeur initiale des paramètres ci-dessus est la valeur connue au 1^{er} janvier 2020.

Indice	Descriptif de l'indice
ICHT-E	Représente l'indice du coût horaire du travail, tous salariés, charges salariales comprises, dans le secteur production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution (base 100 en décembre 2008) hors CICE.
FSD2	Représente l'indice Frais et Services Divers « 2 »

Le tarif ainsi indexé est arrondi à deux décimales.

Le tarif de base est appliqué sans indexation sur la première année.

Avec chaque facturation, le Prestataire fournit à la Commune le détail du calcul de la formule de variation et le calcul du coefficient applicable.

En cas de changement de base d'un indice de la formule d'indexation, le raccordement est effectué par le système de la double fraction appliqué sur les valeurs au dernier mois de publication commune.

Dans le cas où l'un des paramètres définis ci-dessus cesserait d'être publié, les parties se mettent d'accord pour lui substituer un ou des paramètres équivalents qui feraient l'objet d'un échange de lettres avec accusé de réception.

ARTICLE 9 - REGLEMENT DES SOMMES DUES

9.1 Les prestations réalisées par le Prestataire au titre de l'article 3 du présent contrat seront payées par la Commune sur présentation d'une facture annuelle établie par le Prestataire.

9.2 Les prestations particulières réalisées par la Prestataire au titre de l'article 4 du présent contrat seront payées par la Commune sur présentation d'une facture et des procès verbaux de réception correspondants.

9.3 Les factures seront réglées dans un maximum de 45 jours à compter de leur présentation.

Fait en quatre exemplaires à THIL, le :

Pour la collectivité :

Le Maire,

Pour le Prestataire:

Le directeur Agence Ain-Isère,



DELIBERATION N° 19.06.05 : DISSOCIATION CONTRAT ENFANCE JEUNESSE

Monsieur le Rapporteur rappelle à l'Assemblée que la Commune de Beynost a décidé de mettre fin au partenariat avec la commune de Thil concernant l'EAJE à compter de 2019.

Monsieur le Rapporteur rappelle ensuite à l'assemblée que le Contrat Enfance Jeunesse actuel signé entre la Commune, la commune de Beynost et la Caisse d'Allocations Familiales de l'Ain est arrivé à échéance le 31 décembre 2018, et nécessite donc une dissociation à travers une délibération.

Il propose de signer un nouveau contrat enfance jeunesse pour une durée de 4 ans, avec effet du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2022 par une convention avec la CAF.

Il est demandé au conseil municipal d'autoriser Monsieur le Maire à se dissocier de l'ancien CEJ liant la commune à celle de Beynost et à signer une nouveau Contrat Enfance Jeunesse.

Le Conseil Municipal,

Considérant l'exposé de Monsieur le Rapporteur,

- AUTORISE Monsieur le Maire à procéder à la dissociation du CEJ liant la Commune à celle de Beynost.

- AUTORISE Monsieur le Maire à signer une nouvelle convention avec la CAF.

Pour extrait certifié conforme au Registre des délibérations.

<i>Pour</i>	14
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

DELIBERATION N° 19.06.06 : CONTRAT ENFANCE JEUNESSE

Monsieur le Rapporteur rappelle à l'Assemblée que la Commune de Beynost a décidé de mettre fin au partenariat avec la commune de Thil concernant l'EAJE à compter de 2019.

Monsieur le Rapporteur rappelle ensuite à l'assemblée que le Contrat Enfance Jeunesse actuel signé entre la Commune, la commune de Beynost et la Caisse d'Allocations Familiales de l'Ain est arrivé à échéance le 31 décembre 2018, et nécessite donc la création d'un nouveau CEJ pour intégrer l'activité de la crèche Nido&CO

Il propose de signer un nouveau contrat enfance jeunesse pour une durée de 4 ans, avec effet du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2022.

Le contenu de ce futur CEJ ne porte plus que sur l'activité de la crèche Nido&CO, la garderie n'étant plus du périmètre d'intervention de la CAF, et la création d'une structure RAM est hors d'atteinte pour notre commune:

- Action de Stock :
 - Eaje Nico & Co 165h hebdomadaires

Il est demandé au conseil municipal d'autoriser Monsieur le Maire à signer la Création du nouveau Contrat Enfance Jeunesse (CEJ) pour la période allant du 01.01.2019 au 31.12.2022.

Le conseil Municipal,

Considérant l'exposé de Monsieur le Rapporteur,

- AUTORISE Monsieur le Maire à procéder à la création du nouveau Contrat Enfance Jeunesse (CEJ) avec effet au 1er septembre 2019 pour une durée de 4 ans.

- AUTORISE Monsieur le Maire à le signer ainsi que tous les documents s'y rattachant et d'éventuels avenants se rapportant au dit contrat, sur toute sa durée.

Pour extrait certifié conforme au Registre des délibérations.

<i>Pour</i>	14
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

M. Guillard précise que c'est la dernière fois qu'est signé un CEJ. En effet, d'autres contrats sont existants et sont mis en place à compter du 01 janvier 2020. Thil passe sous « l'ancienne formule » mais c'est la dernière fois.

4. FINANCES

DELIBERATION N° 19.06.07 : ENGAGEMENT, LIQUIDATION ET MANDATEMENT DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Monsieur le Rapporteur rappelle les dispositions extraites de l'article L 1612-1 du code général des collectivités territoriales :

Dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1^{er} janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 31 mars, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

L'autorisation mentionnée à l'alinéa ci-dessus précise le montant et l'affectation des crédits.

Pour les dépenses à caractère pluriannuel incluses dans une autorisation de programme ou d'engagement votée sur des exercices antérieurs, l'exécutif peut les liquider et les mandater dans la limite des crédits de paiement prévus au titre de l'exercice par la délibération d'ouverture de l'autorisation de programme ou d'engagement.

Les crédits correspondants, visés aux alinéas ci-dessus, sont inscrits au budget lors de son adoption. Le comptable est en droit de payer les mandats et recouvrer les titres de recettes émis dans les conditions ci-dessus.

Montant budgétisé - dépenses d'investissement 2019 : 742 836.20 € pour le budget principal
(Hors chapitre 16 « Remboursement d'emprunts »)

Conformément aux textes applicables, il est proposé au conseil municipal de faire application de cet article à hauteur de : 185 709.05 € (< 25% x 742 836.20 €) pour le budget communal.

Les dépenses d'investissement seront imputées sur les opérations figurant au budget.

Total : 185 709.05 € pour le Budget Principal

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

- Décide d'accepter les propositions de M. le Maire dans les conditions exposées ci-dessus pour un montant de 185 709.05 euros sur le Budget Principal.

Pour extrait certifié conforme au Registre des délibérations.

<i>Pour</i>	11
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	3

M. le Maire demande à M. Manié pourquoi une abstention. M. Manié explique que ce n'est que pour rester en conformité avec le vote du budget.

DELIBERATION N° 19.06.08 : CONCOURS DU RECEVEUR MUNICIPAL / ATTRIBUTION D'INDEMNITE

Vu l'article 97 de la loi n° 82.213 du 02 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu le décret n° 82.979 du 19 novembre 1982 précisant les conditions d'octroi d'indemnités par les collectivités territoriales et leurs établissements publics aux agents des services extérieurs de l'Etat,

Vu l'arrêté interministériel du 16 septembre 1983 relatif aux indemnités allouées par les communes pour la confection des documents budgétaires,

Vu l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 relatif aux conditions d'attribution de l'indemnité de conseil allouée aux comptables non centralisateurs du Trésor chargés des fonctions de receveurs des communes et établissements publics locaux,

Le Conseil Municipal, décide :

- de demander le concours du Receveur municipal pour assurer des prestations de conseil,
- d'accorder l'indemnité de conseil au taux de 75 % pour l'année 2019.
- que cette indemnité sera calculée selon les bases définies à l'article 4 de l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 précité et sera attribuée à M. Alain MOISSON.
- de lui accorder l'indemnité de conseil pour l'année 2019 d'un montant de 317.21 € brut.

Pour extrait certifié conforme au Registre des délibérations.

<i>Pour</i>	10
<i>Contre</i>	4
<i>Abstention</i>	0



WBC
→ M. P. de

Montluel, le 23 septembre 2019

 MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

TRESORERIE DE MONTLUEL
13 RUE DE LA GARE
1120 MONTLUEL

REÇU LE

30 SEP. 2019

MAIRIE DE THIL
633

Monsieur le Maire
de THIL

OBJET : Indemnité de conseil allouée aux Comptables du Trésor chargés des fonctions
de Receveurs des Communes et Établissements Publics Locaux par décision
de leur assemblée délibérante

Monsieur le Maire,

J'ai l'honneur de vous adresser pour mandatement sur un prochain bordereau, le
décompte de l'indemnité de conseil de l'exercice 2019. Ce décompte est établi conformément
aux dispositions de l'arrêté ministériel en cours.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes salutations dévouées.

MOISSON ALAIN


MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

THIL

INDEMNITÉ DE CONSEIL ANNÉE 2019

Gestion de 360 jours

(voir calcul sur état liquidatif ci-joint)

Montant des dépenses exercice:	2016	978 391,00
Montant des dépenses exercice:	2017	847 842,00
Montant des dépenses exercice:	2018	1 029 338,00
Total		2 855 571,00 €
<i>Moyenne annuelle</i>		951 857,00 €

Décompte de l'indemnité sur une gestion de 12 mois

3 pour 1000 sur les 7 622,45 premiers euros	22,87
2 pour 1000 sur les 22 867,35 euros suivants	45,73
1,5 pour 1000 sur les 30 489,80 euros suivants	45,73
1 pour 1000 sur les 60 979,61 euros suivants	60,98
0,75 pour 1000 sur les 106 714,31 euros suivants	80,04
0,50 pour 1000 sur les 152 449,02 euros suivants	76,22
0,25 pour 1000 sur les 228 673,53 euros suivants	57,17
0,10 pour 1000 sur toutes les sommes excédant 609 796,07 euros	34,21
Total	422,95 €

Taux de l'indemnité: 100% (Gestion de 360 jours) soit : **422,95 €**

Indemnité de budget : **0,00 €**

Certifié exact.

MONTLUEL, le 23/09/2019

Le comptable public,
MOISSON ALAIN



ETAT LIQUIDATIF

THIL

COMPTABLE PAYEUR

TRESORERIE DE MONTLUEL
13 RUE DE LA GARE
1120 MONTLUEL

Objet de la dépense:

Indemnité de conseil	2019	
Taux de l'indemnité	100%	422,95
Indemnité de confection budget		0,00
Montant brut		422,95 €

CRÉANCIER

MOISSON ALAIN
DIRECTEUR DIVISIONNAIRE DES FINANCES PUBLIQUES
40618 80281 00040189573 84
BOURSORAMA BANQUE

A précompter:

C.S.G.	2,40%	+	6,80%	38,22
R.D.S.	0,50%			2,07
1% solidarité				0,00
Montant net				382,66 €

Indemnité versée au titre de l'année 2019
perçue après service fait sur la base des moyennes N-1 N-2 N-3
Arrêté à la somme de:

Trois cent quatre-vingt-deux Euros et soixante-six Cents

THIL , le 23/09/2019

Signature et cachet

Pièces justificatives de la dépense :
Délibération du
Joint au mandat n° du
Exercice:

5. RPQS

DELIBERATION N° 19.06.09 : RPQS 2018

Rapporteur : Guy Caplat

Monsieur le Rapporteur expose le Prix, la Qualité et le Service de l'eau (RPQS) concernant l'année 2018, notamment les faits marquants 2018, les interventions techniques ainsi que la facture 120 m3.

Une synthèse de ce rapport sera mise en ligne sur le site internet de la commune.

Entendu les explications de Monsieur le Rapporteur,

LE CONSEIL MUNICIPAL après en avoir délibéré :

- Approuve le Rapport sur le Prix, la Qualité et le Service de l'eau (RPQS) de l'année 2018.

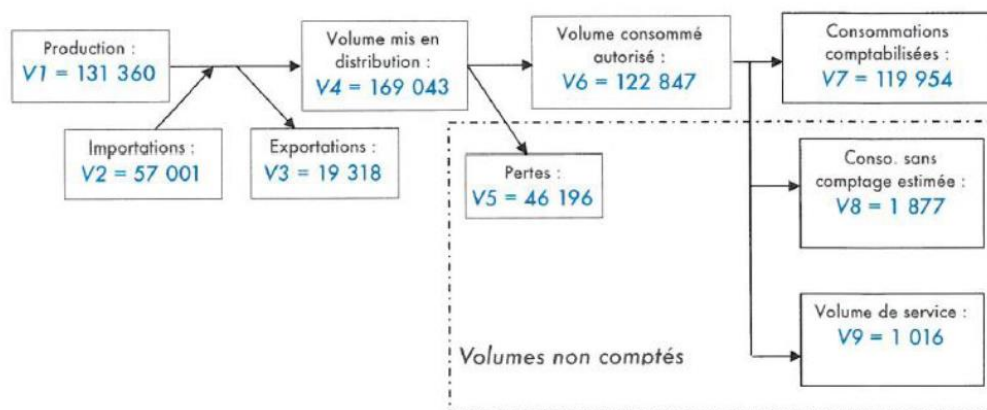
Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations.

<i>Pour</i>	14
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

Rapport Prix - Qualité Service (RPQS Exercice 2018) SIE THIL / NIEVROZ



Volumes et rendement



Rendement du réseau **75.5%** (> 67% légaux)
 Indice linéaire de perte **4.2 m³/km/j** (< 5.5 contractuels)

Prix du service de l'eau

Tarifs		Au 01/01/2018	Au 01/01/2019
Part de la Collectivité			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement	22,00	22,00
Part proportionnelle (€ HT/m³)	Tranche unique	0,3713	0,3713
Part du Délégataire			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement	45,68	46,30
Part proportionnelle (€ HT/m³)	Tranche unique	0,7380	0,7480

Facture type (120m³)

Les tarifs applicables au 01/01/2017 et au 01/01/2018 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m³/an) sont :

Tarifs		Au 01/01/2018 en €	Au 01/01/2019 en €	Variation en %
Délégataire	Part fixe	45,68	46,30	+ 1,36 %
	Part proportionnelle	88,56	89,76	+ 1,36 %
Collectivité	Part fixe	22,00	22,00	0 %
	Part proportionnelle	44,56	44,56	0 %
Redevance pour prélèvement sur la ressource en eau		2,16	4,80	122 %
Redevance de pollution domestique		34,80	32,40	-7,4 %
TVA (5,5 %)		13,07	13,19	+ 0,87 %
Total TTC		250,83	253,01	+ 0,87 %
Prix au m ³ (total /120 m ³)		2,09	2,11	+ 0,87 %

Qualité de l'eau

	Nombre de prélèvements réalisés	Nombre de prélèvements non-conformes	Taux de conformité
Analyses microbiologiques	13	0	100 %
Analyses physico-chimiques	Nitrate : 16 - Pesticide : 3	0	100 %

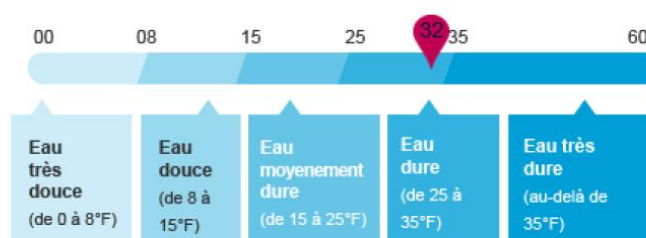
Commentaires : L'ensemble des prélèvements a satisfait aux exigences réglementaires

Nitrate : 36 mg/l (<50)
Pesticide : 0.11µg/l (<0.50)

Minéralité (goût)



Dureté



6. APRR

DELIBERATION N° 19.06.10 : RETABLISSEMENT DES VOIES DE COMMUNICATION SUITE A LA DELIMITATION DU DOMAINE PUBLIC AUTOROUTIER CONCEDE (DPAC) DES AUTOROUTES A.42 ET A432

Rapporteur : Bruno Loustalet

Dans le cadre de la Délimitation du Domaine Public Autoroutier Concédé (DPAC) des autoroutes A42 et A432 et du rétablissement des voies de communication, M. le rapporteur informe que la Société A.P.R.R a chargé le cabinet de Géomètres-Experts MORNAND-JANIN-SCHENIRER-PIERRE à Dijon (21000) de rédiger l'acte de transfert de propriété de l'ÉTAT à la commune suite à la Délimitation du Domaine Public Autoroutier Concédé (DPAC) des autoroutes A42 et A432 qui traverse le territoire de la commune de Thil.

M. le Rapporteur présente ensuite, pour avis, le projet d'acte et indique que cette remise foncière des voies par acte administratif est gratuite et que tous les frais de transfert sont à la charge de la société A.P.R.R.

Il est demandé au conseil municipal de se prononcer sur le projet d'acte et d'autoriser M. le Maire à signer l'acte et les pièces inhérentes.

Le Conseil Municipal,

Considérant l'exposé de Monsieur le Rapporteur,

- REND un avis favorable.

- NOTE que tous les frais relatifs à cette opération incomberont à la Société des Autoroutes Paris Rhin Rhône.
- AUTORISE le Maire à signer toutes pièces inhérentes aux remises de ces voies à la Commune.

Pour extrait certifié conforme au Registre des délibérations.

<i>Pour</i>	<i>14</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstention</i>	<i>0</i>

REPUBLIQUE FRANCAISE

PREFECTURE DE L'AIN

PREMIERE PARTIE NORMALISEE

*ACTE DE TRANSFERT de PROPRIÉTÉS de L'ETAT vers la Commune de THIL
(rétablissement de voirie)*

Autoroute A42

L'AN DEUX MIL DIX-NEUF LE

En l'Hôtel de la Préfecture de BOURG-EN-BRESSE (01012), 45 avenue Alsace Lorraine, le Préfet du département de l'AIN.

A reçu le présent acte administratif, contenant **transfert** de propriétés, à la requête des personnes ci-après identifiées :

IDENTIFICATION DES PARTIES

Les requérants, parties au présent acte sont :

1. L'ETAT, représenté par Monsieur William FREVILLE, administrateur général des finances publiques, directeur départemental des finances publiques de l'Ain, dont les bureaux sont à BOURG-EN-BRESSE 11, boulevard du Maréchal Leclerc, agissant en exécution du code général de la propriété des personnes publiques, en vertu de la délégation de signature donnée par le Préfet du département de l'AIN, aux termes d'un arrêté en date du 16 février 2017, demeurant ci-joint et annexé après mention. Monsieur FREVILLE lui-même non présent mais représenté par Madame Audrey VENET, inspectrice principale des finances publiques, chef du service local du Domaine, ayant délégation de signature aux termes de l'arrêté pris par Monsieur FREVILLE le 27 août 2018, demeurant également ci-joint et annexé après mention.

Le cédant d'une part;

2. La COMMUNE DE THIL

- collectivité territoriale du Département de l'Ain, dont le siège est 340, rue de la Mairie à THIL 01120 et identifiée sous le n° SIREN 210 104 188.

- représentée par Monsieur Bruno LOUSTALET, demeurant rue du Stade à Thil, agissant en qualité de Maire de ladite commune, et ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes, au terme d'une délibération du Conseil Municipal en date du xx/xx/2019, régulièrement transmise au représentant de l'Etat compétent le xx/xx/2019, dont une copie conforme demeurera ci-jointe et annexée après mention,
Le représentant de la Commune déclare que la délibération n'a fait l'objet d'aucun recours devant le Tribunal Administratif.

Le cessionnaire d'autre part;

INTERVENANT

La société APRR, société anonyme d'économie mixte au capital de 33 911 446,80 € dont le siège social est à SAINT-APOLLINAIRE (21850) 36, rue du Docteur Schmitt, Concessionnaire de l'Etat, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de DIJON sous le numéro B 016250029 et identifiée au SIREN sous le n°016 250 029.

Ladite Société représentée par Madame Stéphanie COLLAUDIN, Chef du service Foncier de la société APRR, agissant aux présentes en vertu de la délégation de pouvoirs qui lui a été consentie par Monsieur Philippe NOURRY, Président Directeur Général de ladite société, demeurant à SAINT APOLLINAIRE (21850), suivant acte sous signatures privées en date du 15 octobre 2018, dont une copie demeurera ci-jointe et annexée après mention,

Monsieur Philippe NOURRY ayant lui-même agi conformément aux stipulations de l'article 16 des statuts de ladite société et de la délibération de son Conseil d'Administration dans sa séance du 21 juin 2011.

EXPOSE

Des conventions de concession ont été passées entre l'Etat et la société APRR les 5 août 1963, 23 septembre 1966, 20 juin 1973 et 25 août 1978, remplacée par celle du 4 juin 1986 approuvée par décret du 19 août 1986 (J.O. du 3 septembre 1986) et modifiée selon 17 avenants successifs.

Avenant n°18 du 06 novembre 2018 (décret n°2018-960 publié au J.O.R.F le 08/11/2018).

Autoroutes A42

Par décret en date du 22/10/1976 publié au J.O.R.F le 03/11/1976, prorogé par décret des 15/10/1981 et 28/10/1983, ont été déclarés d'utilité publique, les travaux de construction de l'autoroute A42, section Neyron-Dagneux.

L'autoroute (section Neyron-Dagneux) a été mise en service le 12/04/1983.

La délimitation des emprises de l'Autoroute A42 sur la commune de THIL a été approuvée par le Directeur des Routes suivant décision n°8.A42.84.21 en date du 21/03/1984 et n°8.A42.90.68 en date du 11/09/1990 qui demeureront ci-jointes et annexées après mention.

Par décret en date du 03/06/2005, ont été déclarés d'utilité publique, les travaux d'aménagement à 2x3 voies, de l'autoroute A42.

L'autoroute a été mise en service le 01/12/2006.

La délimitation des nouvelles emprises de l'Autoroute A42 sur la commune de THIL a été approuvée par le Directeur des Routes suivant décision n°68-78/02 en date du 12/07/2018 qui demeurera ci-jointe et annexée après mention.

Dans le cadre des travaux de construction et d'aménagement de l'autoroute A42, des acquisitions de terrains furent nécessaires à la réalisation de ces ouvrages, et l'ETAT s'est rendu propriétaire, par actes amiables ou par voie d'expropriation, de différents immeubles, comprenant notamment ceux objets du présent transfert.

Toutes les parcelles ont été incorporées au Domaine Public de l'ETAT.

La décision concernant l'autoroutes A42 indique, dans l'article 2, que « *les terrains situés en dehors des emprises de l'autoroute, telles qu'elles sont approuvées à l'article 1, sont reconnus inutiles à la concession. Ceux qui appartiennent au domaine des collectivités publiques leur sont remis, les autres sont librement aliénés par la Société Concessionnaire, sous réserve des droits des anciens propriétaires expropriés.* »

Afin de régulariser la situation juridique de l'ensemble des immeubles acquis dans le cadre de ces travaux sur l'autoroute A42 et pour se conformer aux prescriptions de la "Directive relative à la domanialité des terrains acquis dans le cadre de la construction des autoroutes" émanant de la Direction des Routes et de circulation routière, en date du 13 avril 1976, et publié en annexe à l'instruction du 29 juin 1976 de la Direction Générale des Impôts (BODGI 9 B 7 76), il convient d'établir, en vue de sa publication au fichier immobilier, l'acte administratif permettant d'identifier les parcelles qui acquises au nom de l'Etat, forment des rétablissements de voirie et doivent être transférées au compte de la commune de THIL.

OBJET DU CONTRAT

Cession de l'ETAT à la Commune de THIL

Monsieur le directeur départemental des Finances Publiques agissant es qualité, au nom de **L'ETAT**, transfère, conformément à la directive du 13 avril 1976 susvisée, à la Commune de THIL, ce qui est accepté par son représentant et par le concessionnaire, les parcelles ci-après constituant des rétablissements de voirie situés sur le territoire de THIL, désignées sous le vocable "L'IMMEUBLE".

DESIGNATION DE L'IMMEUBLE

Commune de THIL

Quatorze parcelles de terrain, figurant au cadastre de ladite Commune sous les références suivantes :

Section	N°	Superficie	Nature	Lieu-dit
B	0958	0ha21a99ca		Champ du Peron
B	0964	0ha08a02ca		Au Munas
B	0965	0ha02a08ca		Au Munas
B	0966	0ha00a36ca		Au Munas
B	0968	0ha19a51ca		Au Munas
B	0970	0ha26a34ca		Au Munas
ZB	0094	0ha11a25ca	Terre	Charolle
ZB	0095	0ha00a13ca	Terre	Charolle
ZB	0166	0ha16a53ca		Charolle
ZB	0168	0ha11a67ca		Charolle
ZB	0171	0ha00a54ca		Charolle
ZB	0172	0ha00a41ca		Charolle
ZB	0175	0ha31a29ca		Charolle
ZB	0177	0ha06a26ca		Champ du Peron
surface totale		1ha56a38ca		

Le représentant de la Commune déclare parfaitement connaître lesdits biens, et s'être entouré de tous les éléments d'informations nécessaires à tous égards.

ORIGINE DE PROPRIETE

- La parcelle section **B n°958** est issue de la division de la parcelle section B n°858,
 - La parcelle section **B n°964** est issue de la division de la parcelle section B n°882,
 - La parcelle section **B n°965** est issue de la division de la parcelle section B n°882,
 - La parcelle section **B n°966** est issue de la division de la parcelle section B n°882,
 - La parcelle section **B n°968** est issue de la division de la parcelle section B n°884,
 - La parcelle section **B n°970** est issue de la division de la parcelle section B n°885,
 selon le document de division du parcellaire cadastral n°501S, établi par Monsieur Hubert LEGRAND, géomètre-expert à Montargis le PV du cadastre publié au bureau du service de la publicité foncière de Trévoux.

- La parcelle section **B n°858** est issue de la réunion des parcelles section B n°518, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 654, 693, 698, 700 et 838 selon le PV du cadastre du 15/04/1983, publié le 03/06/1983, volume 4600 n°23 au bureau du service de la publicité foncière de Trévoux.

- La parcelle section **ZB n°166** est issue de la division de la parcelle section ZB n°90,
 - La parcelle section **ZB n°168** est issue de la division de la parcelle section ZB n°91,
 - La parcelle section **ZB n°171** est issue de la division de la parcelle section ZB n°92,
 - La parcelle section **ZB n°172** est issue de la division de la parcelle section ZB n°92,
 - La parcelle section **ZB n°175** est issue de la division de la parcelle section ZB n°93,
 - La parcelle section **ZB n°177** est issue de la division de la parcelle section ZB n°121,
 selon le document de division du parcellaire cadastral n°502M, établi par Monsieur Hubert LEGRAND, géomètre-expert à Montargis le PV du cadastre publié au bureau du service de la publicité foncière de Trévoux.

- La parcelle section **ZB n°90** est issue de la division de la parcelle section A n°1556,
 - La parcelle section **ZB n°91** est issue de la division de la parcelle section A n°1557,
 - La parcelle section **ZB n°92** est issue de la division de la parcelle section A n°1559,
 - La parcelle section **ZB n°93** est issue de la division de la parcelle section A n°1561,
 - La parcelle section **ZB n°94** est issue de la division de la parcelle section A n°1562,
 - La parcelle section **ZB n°95** est issue de la division de la parcelle section A n°1569,
 selon le PV du cadastre du 26/02/1985, publié le 23/05/1985, volume 4858 n°25 au bureau du service de la publicité foncière de Trévoux.

- La parcelle section **A n°1556** est issue de la division de la parcelle section B n°1538,
 - La parcelle section **A n°1557** est issue de la division de la parcelle section B n°1538,
 - La parcelle section **A n°1559** est issue de la division de la parcelle section B n°1537,
 - La parcelle section **A n°1561** est issue de la division de la parcelle section B n°1537,
 - La parcelle section **A n°1562** est issue de la division de la parcelle section B n°1537,
 - La parcelle section **A n°1569** est issue de la division de la parcelle section B n°1537,
 - La parcelle section **B n°882** est issue de la division de la parcelle section B n°859,
 - La parcelle section **B n°884** est issue de la division de la parcelle section B n°859,
 - La parcelle section **B n°885** est issue de la division de la parcelle section B n°859,
 selon le PV du cadastre du 03/09/1984, publié le 02/10/1984, volume 4775 n°14 au bureau du service de la publicité foncière de Trévoux.

- La parcelle section **B n°859** est issue de la réunion des parcelles section B n°485, 511, 683, 686, 687, 689, 690, 701, 704, 705, 708, 709, 712, 713, 716, 725, 726, 730, 731, 735, 780, 782, 784, 787, 789, 791, 793, 796, 799, 801, 803, 805, 807, 809, 810, 812, 815, 817, 818, 821, 823, 824, 826, 829, 830, 832, 834 et 836 selon le PV du cadastre du 20/04/1983, publié le 05/08/1983, volume 4622 n°20 au bureau du service de la publicité foncière de Trévoux.

- La parcelle section **A n°1537** est issue de la réunion des parcelles section A n°1230, 1248, 1249, 1252, 1257, 1260, 1264, 1268, 1269, 1274, 1275, 1278, 1279, 1281, 1282, 1283, 1284, 1287, 1288, 1291, 1365, 1367, 1369, 1371, 1373, 1375, 1377, 1379, 1381, 1383, 1384, 1386, 1388, 1390, 1393, 1395, 1397, 1399, 1401, 1402, 1404, 1406, 1408, 1410, 1412, 1414, 1417, 1419, 1421, 1423, 1425, 1426, 1428, 1431, 1433, 1435, 1438, 1440, 1442, 1444, 1446, 1448, 1450, 1481, 1504 et 1506 selon le PV du cadastre du 19/04/1983, publié le 05/08/1983, volume 4622 n°19 au bureau du service de la publicité foncière de Trévoux.

- La parcelle section **A n°1538** est issue de la réunion des parcelles section A n°63, 1205, 1206, 1209, 1210, 1213, 1214, 1217, 1219, 1220, 1223, 1224, 1226, 1229, 1437, 1452, 1454, 1456, 1459, 1460, 1462, 1464, 1466, 1469, 1470, 1472 et 1474 selon le PV du cadastre du 19/04/1983, publié le 05/08/1983, volume 4622 n°23 au bureau du service de la publicité foncière de Trévoux.

EFFET RELATIF

L'IMMEUBLE A présentement transféré appartient à l'ETAT, ainsi qu'il vient d'être dit ci-dessus, aux termes de bons et loyaux titres:

- Les parcelles section **A n°63, 1226, 1249, 1257, 1264, 1371, 1397, 1402, 1406, 1412, 1419, 1423, 1440, 1446, 1459** et section **B n°485, 796 et 812** sont issues d'une acquisition selon une ordonnance d'expropriation rendue le 27/11/1979 par le TGI de Bourg-en-Bresse à l'encontre de BARBET (12/04/1925) et KOLLY, publiée le 24/01/1980, Volume 4122 n°29 au bureau du service de la publicité foncière de Trévoux

- Les parcelles section **A n°1210, 1213, 1219, 1223, 1248, 1284, 1288, 1365, 1367, 1425, 1428, 1433, 1454, 1462, 1464, 1469** et section **B n°687, 700, 731, 789, 803, 807, 817, 818, 823** sont issues d'une acquisition sur ZIMERLI (21/02/1916) et GERBEL, reçue le 08/11/1979 par Monsieur le Préfet de l'Ain, et publiée le 13/11/1979, Volume 4089 n°38 au bureau du service de la publicité foncière de Trévoux

- La parcelle section **A n°1205** est issue d'une acquisition sur ANDRE (19/01/1916), reçue le 31/05/1979 par Monsieur le Préfet de l'Ain, et publiée le 01/06/1979, Volume 4028 n°1 au bureau du service de la publicité foncière de Trévoux.

- Les parcelles section **A n°1206, 1474** et section **B n°518** sont issues d'une acquisition sur la Commune de THIL, reçue le 08/11/1979 par Monsieur le Préfet de l'Ain, et publiée le 03/11/1979, Volume 4089 n°37 au bureau du service de la publicité foncière de Trévoux.

- Les parcelles section **A n°1209 et 1470** sont issues d'une acquisition sur BACHELET (19/01/1938), reçue le 07/08/1979 par Monsieur le Préfet de l'Ain, et publiée le 17/08/1979, Volume 4057 n°25 au bureau du service de la publicité foncière de Trévoux.

- Les parcelles section **A n°1214, 1369, 1466** et section **B n°735** sont issues d'une acquisition sur DOST (26/03/1904) (26/08/1927) reçue le 28/06/1979 par Monsieur le Préfet de l'Ain, et publiée le 16/07/1979, Volume 4045 n°39 au bureau du service de la publicité foncière de Trévoux.

- Les parcelles section **A n°1217 et 1460** sont issues d'une acquisition sur JARRIN (02/09/1905) HUGON (10/07/1942), reçue le 23/10/1979 par Monsieur le Préfet de l'Ain, et publiée le 26/10/1979, Volume 4083 n°17 au bureau du service de la publicité foncière de Trévoux.

- Les parcelles section **A n°1220 et 1456** sont issues d'une acquisition sur SIMON (29/05/1905), reçue le 23/10/1979 par Monsieur le Préfet de l'Ain, et publiée le 26/10/1979, Volume 4083 n°19 au bureau du service de la publicité foncière de Trévoux.

- Les parcelles section **A n°1224 et 1452** sont issues d'une acquisition sur DUMONT (22/09/1906), reçue le 07/08/1979 par Monsieur le Préfet de l'Ain, et publiée le 17/08/1979, Volume 4057 n°27 au bureau du service de la publicité foncière de Trévoux.

- Les parcelles section **A n°1229 et 1437** sont issues d'une acquisition sur PETITPERRIN (18/11/1922) (18/01/1924) (13/01/1936), reçue le 26/02/1982 par Monsieur le Préfet de l'Ain, et publiée le 04/03/1982, Volume 4435 n°13 au bureau du service de la publicité foncière de Trévoux.

- Les parcelles section **A n°1230 et 1448** sont issues d'une acquisition sur SEYROL (11/01/1936), reçue le 03/10/1979 par Monsieur le Préfet de l'Ain, et publiée le 04/10/1979, Volume 4073 n°8 au bureau du service de la publicité foncière de Trévoux.

- Les parcelles section **A n°1252 et 1421** sont issues d'une acquisition sur FUZ (24/12/1929), reçue le 28/06/1979 par Monsieur le Préfet de l'Ain, et publiée le 16/07/1979, Volume 4045 n°33 au bureau du service de la publicité foncière de Trévoux.

- Les parcelles section **A n°1260, 1410, 1417** et section **B n°523 et 713** sont issues d'une acquisition sur VELIEN (26/01/1903) FAVIER (08/03/1927) (28/12/1930), reçue le 22/11/1979 par Monsieur le Préfet de l'Ain, et publiée le 30/11/1979, Volume 4096 n°19 au bureau du service de la publicité foncière de Trévoux
- Les parcelles section **A n°1268, 1279, 1375 et 1388** sont issues d'une acquisition sur CHALLET (20/08/1907), reçue le 28/06/1979 par Monsieur le Préfet de l'Ain, et publiée le 16/07/1979, Volume 4045 n°35 au bureau du service de la publicité foncière de Trévoux.
- Les parcelles section **A n°1278 et 1377** sont issues d'une acquisition sur VARELET (02/08/1937), reçue le 07/08/1979 par Monsieur le Préfet de l'Ain, et publiée le 17/08/1979, Volume 4057 n°17 au bureau du service de la publicité foncière de Trévoux.
- Les parcelles section **A n°1274 et 1381** sont issues d'une acquisition sur JUFFET (12/07/1923) (27/02/1921), reçue le 06/08/1980 par Monsieur le Préfet de l'Ain, et publiée le 27/08/1980, Volume 4219 n°17 au bureau du service de la publicité foncière de Trévoux.
- Les parcelles section **A n°1275 et 1379** sont issues d'une acquisition sur VELIEN (08/12/1916), reçue le 07/08/1979 par Monsieur le Préfet de l'Ain, et publiée le 17/08/1979, Volume 4057 n°16 au bureau du service de la publicité foncière de Trévoux.
- Les parcelles section **A n°1281, 1282 et 1283** sont issues d'une acquisition sur IAFRATE (08/02/1924), reçue le 06/08/1980 par Monsieur le Préfet de l'Ain, et publiée le 12/08/1980, Volume 4215 n°31 au bureau du service de la publicité foncière de Trévoux.
- La parcelle section **A n°1287** est issue d'une acquisition sur BARBIER (20/02/1910), reçue le 01/07/1980 par Monsieur le Préfet de l'Ain, et publiée le 04/07/1980, Volume 4200 n°8 au bureau du service de la publicité foncière de Trévoux.
- La parcelle section **A n°1291** est issue d'une acquisition sur RAY-GRANGER (06/06/1911), reçue le 28/06/1979 par Monsieur le Préfet de l'Ain, et publiée le 16/07/1979, Volume 4045 n°41 au bureau du service de la publicité foncière de Trévoux.
- La parcelle section **A n°1373** est issue d'une acquisition d'une acquisition selon une ordonnance d'expropriation rendue le 27/11/1979 par le TGI de Bourg-en-Bresse à l'encontre de GIROUD (12/02/1940), publiée le 24/01/1980, Volume 4122 n°29 au bureau du service de la publicité foncière de Trévoux
- Les parcelles section **A n°1383 et 1384** sont issues d'une acquisition sur GALLAT (24/08/1903) (09/02/1905) (03/03/1909), reçue le 29/10/1979 par Monsieur le Préfet de l'Ain, et publiée le 05/11/1979, Volume 4086 n°18 au bureau du service de la publicité foncière de Trévoux.
- Les parcelles section **A n°1386 et 1393** sont issues d'une acquisition sur PAGNY (14/10/1915) BRAZIER (15/04/1942) (23/11/1943), reçue le 03/10/1979 par Monsieur le Préfet de l'Ain, et publiée le 04 et le 10/10/1979, Volume 4073 n°7 au bureau du service de la publicité foncière de Trévoux.
- Les parcelles section **A n°1390 et 1395** sont issues d'une acquisition sur CROCHART (21/02/1915), reçue le 07/08/1979 par Monsieur le Préfet de l'Ain, et publiée le 17/08/1979, Volume 4057 n°23 au bureau du service de la publicité foncière de Trévoux.
- Les parcelles section **A n°1399 et 1404** et section **B n°793** est issue d'une acquisition sur ZIMERLI (07/06/1906), reçue le 13/10/1979 par Monsieur le Préfet de l'Ain, et publiée le 26/10/1979, Volume 4083 n°20 au bureau du service de la publicité foncière de Trévoux et d'une attestation rectificative du 20/11/1979 publiée le 23/11/1979, volume 4093 n°8.

- Les parcelles section **A n°1401** et **1408** sont issues d'une acquisition sur CHEVILLIARD (14/09/1914), reçue le 28/06/1979 par Monsieur le Préfet de l'Ain, et publiée le 16/07/1979, Volume 4045 n°30 au bureau du service de la publicité foncière de Trévoux.
 - Les parcelles section **A n°1414** et section **B n°689, 690 et 821** sont issues d'une acquisition sur MARTIN (17/09/1939) (05/03/1946) (24/09/1947), reçue le 04/11/1980 par Monsieur le Préfet de l'Ain, et publiée le 05/11/1980, Volume 4248 n°23 au bureau du service de la publicité foncière de Trévoux.
 - Les parcelles section **A n°1426** et **1431** sont issues d'une acquisition sur ZIMERLI (21/02/1916) et GERBEL, BARBET (12/04/1925) et KOLLY, reçue le 28/06/1979 par Monsieur le Préfet de l'Ain, et publiée le 16/07/1979, Volume 4045 n°30 au bureau du service de la publicité foncière de Trévoux.
 - Les parcelles section **A n°1435** et **1438** sont issues d'une acquisition sur DELORME (19/01/1912), reçue le 07/08/1979 par Monsieur le Préfet de l'Ain, et publiée le 17/08/1979, Volume 4057 n°24 au bureau du service de la publicité foncière de Trévoux.
 - Les parcelles section **A n°1442** et section **B n°799** sont issues d'une acquisition sur BELLIMAZ (25/09/1917), reçue le 28/06/1979 par Monsieur le Préfet de l'Ain, et publiée le 16/07/1979, Volume 4045 n°34 au bureau du service de la publicité foncière de Trévoux.
 - La parcelle section **A n°1444** est issue d'une acquisition sur BARBET (30/08/1948) et PERRET, reçue le 28/06/1979 par Monsieur le Préfet de l'Ain, et publiée le 16/07/1979, Volume 4045 n°31 au bureau du service de la publicité foncière de Trévoux.
 - La parcelle section **A n°1450** est issue d'une acquisition d'une acquisition selon une ordonnance d'expropriation rendue le 27/11/1979 par le TGI de Bourg-en-Bresse à l'encontre de TRAMCOURT, publiée le 24/01/1980, Volume 4122 n°29 au bureau du service de la publicité foncière de Trévoux.
 - La parcelle section **A n°1472** est issue d'une acquisition sur DUC MAUGE (15/02/1925) et MASSON, reçue le 07/08/1979 par Monsieur le Préfet de l'Ain, et publiée le 17/08/1979, Volume 4057 n°22 au bureau du service de la publicité foncière de Trévoux.
 - Les parcelles section **A n°1481** et **1506** sont issues d'une acquisition sur ZIMERLI (21/02/1916) et GERBEL, reçue le 25/03/1982 par Monsieur le Préfet de l'Ain, et publiée le 31/03/1982, Volume 4448 n°7 au bureau du service de la publicité foncière de Trévoux.
 - La parcelle section **A n°1504** est issue d'une acquisition sur BARBIER (20/02/1910), reçue le 10/12/1981 par Monsieur le Préfet de l'Ain, et publiée le 15/12/1981, Volume 4401 n°22 au bureau du service de la publicité foncière de Trévoux.
 - Les parcelles section **B n°511, 698, 708 et 784** sont issues d'une acquisition sur DOST (26/08/1927) et GRUMET, reçue le 28/06/1979 par Monsieur le Préfet de l'Ain, et publiée le 16/07/1979, Volume 4045 n°36 au bureau du service de la publicité foncière de Trévoux.
 - Les parcelles section **B n°519, 791, 829 et 832** sont issues d'une acquisition sur DOST (23/01/1911), reçue le 07/08/1979 par Monsieur le Préfet de l'Ain, et publiée le 17/08/1979, Volume 4057 n°26 au bureau du service de la publicité foncière de Trévoux.
 - Les parcelles section **B n°520, 809 et 834** sont issues d'une acquisition sur MARCON (08/08/1924), reçue le 06/08/1980 par Monsieur le Préfet de l'Ain, et publiée le 12/08/1980, Volume 4215 n°32 au bureau du service de la publicité foncière de Trévoux.
 - Les parcelles section **B n°521** et **836** sont issues d'une acquisition sur TRONCHE (01/03/1937), reçue le 08/11/1979 par Monsieur le Préfet de l'Ain, et publiée le 13/11/1979, Volume 4089 n°36 au bureau du service de la publicité foncière de Trévoux.
-

- Les parcelles section **B n°522 et 716** sont issues d'une acquisition selon une ordonnance d'expropriation rendue le 27/11/1979 par le TGI de Bourg-en-Bresse à l'encontre de BERRY (12/12/1924) (15/03/1926), publiée le 24/01/1980, Volume 4122 n°29 au bureau du service de la publicité foncière de Trévoux.
- Les parcelles section **B n°524, 683, 693, 705, 709, 712 et 838** sont issues d'une acquisition sur DOST (26/03/1904) et GROS, reçue le 21/01/1980 par Monsieur le Préfet de l'Ain, et publiée le 23/01/1980, Volume 4122 n°25 au bureau du service de la publicité foncière de Trévoux.
- Les parcelles section **B n°654, 704 et 815** sont issues d'une acquisition sur GIRERD (25/09/1903) THEVENET (09/02/1927) (15/05/1928), reçue le 06/03/1981 par Monsieur le Préfet de l'Ain, et publiée le 13/03/1981, Volume 4296 n°7 au bureau du service de la publicité foncière de Trévoux.
- La parcelle section **B n°686** est issue d'une acquisition sur LEGER (29/11/1906), reçue le 23/10/1979 par Monsieur le Préfet de l'Ain, et publiée le 26/10/1979, Volume 4083 n°18 au bureau du service de la publicité foncière de Trévoux.
- La parcelle section **B n°701** est issue d'une acquisition sur ALBALATE (05/010/1947) et CYPRIEN reçue le 28/06/1979 par Monsieur le Préfet de l'Ain, et publiée le 16/07/1979, Volume 4045 n°32 au bureau du service de la publicité foncière de Trévoux.
- Les parcelles section **B n°725, 726, 826 et 830** sont issues d'une acquisition sur BOISEAU (27/09/1913), reçue le 29/10/1979 par Monsieur le Préfet de l'Ain, et publiée le 05/11/1979, Volume 4086 n°17 au bureau du service de la publicité foncière de Trévoux.
- Les parcelles section **B n°730 et 824** sont issues d'une acquisition sur BAUDRAND (06/12/1947), reçue le 28/06/1979 par Monsieur le Préfet de l'Ain, et publiée le 16/07/1979, Volume 4057 n°26 au bureau du service de la publicité foncière de Trévoux.
- La parcelle section **B n°780** est issue d'une acquisition sur PERRAT (12/05/1921) reçue le 28/06/1979 par Monsieur le Préfet de l'Ain, et publiée le 16/07/1979, Volume 4045 n°40 au bureau du service de la publicité foncière de Trévoux.
- Les parcelles section **B n°782 et 801** sont issues d'une acquisition sur BELLIMAZ (25/09/1917) et PONTIUS, reçue le 28/06/1979 par Monsieur le Préfet de l'Ain, et publiée le 16/07/1979, Volume 4045 n°28 au bureau du service de la publicité foncière de Trévoux.
- La parcelle section **B n°787** est issue d'une acquisition sur RULLIER (18/11/1913) RUDIGOZ (30/03/1901) (22/08/1935) (30/06/1939) (15/09/1941) (16/12/1948), reçue le 01/07/1980 par Monsieur le Préfet de l'Ain, et publiée le 04/07/1980, Volume 4200 n°15 au bureau du service de la publicité foncière de Trévoux.
- La parcelle section **B n°805** est issue d'une acquisition sur SEYROL (29/09/1899) BRONDEL (20/09/1947) (05/10/1944), reçue le 23/05/1979 par Monsieur le Préfet de l'Ain, et publiée le 25/05/1979, Volume 4025 n°30 au bureau du service de la publicité foncière de Trévoux.
- La parcelle section **B n°810** est issue d'une acquisition sur MANIGOT (09/05/1897) CRISTIN (13/08/1922), reçue le 28/06/1979 par Monsieur le Préfet de l'Ain, et publiée le 16/07/1979, Volume 4045 n°38 au bureau du service de la publicité foncière de Trévoux.
- La parcelle section **ZB n°121** est issue d'une acquisition sur BELLIMAZ PONTIUS (01/09/1954), reçue le 04/05/2006 par Maître HAYETTE, notaire à Montluel et publiée le 22/06/2006, Volume 2006P n°3347 au bureau du service de la publicité foncière de Trévoux.

NATURE ET QUOTITE DES DROITS CEDES

- L'IMMEUBLE, objet des présentes appartient à l'ETAT, en pleine propriété, pour la totalité.

NATURE ET QUOTITE DES DROITS RECUS

- La totalité de l'IMMEUBLE, objet des présentes est reçue, en pleine propriété, par la Commune de THIL.

CHARGES ET CONDITIONS

Le présent transfert a lieu sous les charges et conditions ordinaires et de droit en pareille matière et notamment sous celles figurant ci-après en seconde partie que L'ETAT, la société APRR et la Commune de THIL s'obligent à exécuter et à accomplir.

PROPRIETE - JOUISSANCE

- La Commune de THIL sera propriétaire de l'IMMEUBLE, au moyen et par le seul fait des présentes.

Elle en aura la jouissance par la prise de possession réelle et effective à compter de ce jour.

PRIX

Le transfert de propriété de l'immeuble objet du présent acte, a lieu à titre gratuit conformément à la directive du Ministère de l'Equipement (Direction des Routes) du 13 avril 1976 publiée au Bulletin Officiel de la Direction Générale des Impôts le 29 juin 1976 (B.O.I. 9 B 7 - 76).

DÉCLARATION POUR L'ADMINISTRATION

Les parties déclarent que les présentes ne donneront lieu à aucune perception au profit du Trésor en vertu de l'article 1042 du Code Général des Impôts.

Pour la perception de la Contribution de Sécurité Immobilière, l'IMMEUBLE présentement cédé est évalué à 0,20€/m²:

Immeuble = 3127,60 €

Montant de la CSI : $3128 \times 0,10 \% = 3 \text{ €}$

CONTRIBUTION DE SECURITE IMMOBILIERE

La présente cession étant dispensée de tout droit de mutation, les parties requièrent en conséquence l'exonération de la contribution de sécurité immobilière.

FORMALITÉS DE PUBLICITÉ FONCIÈRE

Le présent acte sera publié au Service de la Publicité Foncière compétent, dans les délais et selon les modalités prévus aux articles 33 et 34-1° nouveau du décret n°55-22 du 4 janvier 1955 modifié.

CALCUL DES DROITS

Néant.

ATTESTATION DU CONTENU DES ENONCIATIONS NECESSAIRES A LA PUBLICATION

Le Préfet atteste que la partie normalisée du présent acte rédigée sur neuf pages, contient toutes les énonciations de l'acte nécessaires à la publication, au fichier immobilier, des droits réels et à l'assiette de tous salaires, impôts, droits et taxes.

FIN DE LA PARTIE NORMALISÉE

SECONDE PARTIE

ORIGINE ANTERIEURE

Les parties dispensent le Préfet d'établir plus longuement ici l'origine de propriété de l'IMMEUBLE.

CHARGES ET CONDITIONS GENERALES

Le présent transfert est fait sous les charges et conditions ci-après, que les parties s'obligent à exécuter et à accomplir, savoir :

1° Servitudes :

La partie cessionnaire jouira des servitudes actives et souffrira celles passives, occultes, apparentes, continues ou discontinues, déclarées ou non, sauf à faire valoir les unes et à se défendre des autres à ses risques et périls, sans aucun recours contre les parties cédantes, sans pouvoir dans aucun cas appeler le cédant en garantie et sans que la présente clause puisse attribuer soit au cessionnaire, soit aux tiers, d'autres et de plus amples droits que ceux résultant des titres ou de la loi.

2° Charges hypothécaires :

Les biens ci-dessus désignés sont cédés francs et libres de toutes dettes et hypothèques.

3° Garantie :

Le cessionnaire prendra l'immeuble dans l'état où il se trouve actuellement sans pouvoir prétendre à aucune garantie, ni à aucune indemnité pour vices cachés, dégradations, réparations ou autres erreurs dans la désignation.

Le transfert est effectué sans garantie de mesure, consistance et valeur et il ne pourra être exercé respectivement aucun recours en indemnité, quelle que puisse être la différence en plus ou en moins dans la mesure, consistance ou valeur.

Cependant, lorsqu'il y aura eu une erreur en même temps dans la désignation, et dans la consistance annoncée, chacune des parties aura le droit de provoquer la résiliation du contrat, mais si l'une seulement de ces deux conditions se trouve remplie, il ne pourra être reçu aucune demande en résiliation ou indemnité.

Lorsque la double erreur existera au préjudice du cessionnaire, il ne sera admis à demander la résiliation que dans les deux mois des présentes. Passé ce délai les réclamations ne seront plus reçues et les transferts auront leurs effets.

Il y aura également lieu à résiliation si l'on a compris dans les transferts un bien ou une portion de bien quelconque non susceptible d'être transféré.

Les résiliations et annulations de transfert ne donneront ouverture à aucune demande en indemnité, dommages et intérêts soit envers le cédant, soit envers le cessionnaire excepté lorsqu'il y aura eu dégradation ou amélioration.

4° Impôts :

La Commune de THIL supportera à compter de ce jour tous les impôts, contributions, taxes et charges de toute nature auquel l'IMMEUBLE reçu peut et pourra être assujéti.

5° Mitoyenneté :

Le cessionnaire fera son affaire personnelle, sans aucun recours contre le cédant, de toutes contestations, indemnités ou dommages intérêts, qui pourraient être dus à l'occasion des questions de mitoyenneté ou de bornage.

6° Frais :

Les frais préalables ainsi que les frais des présentes et de leur suite demeureront à la charge de la société APRR.

DECLARATIONS

1 - Concernant l'identité et la capacité des parties

Les PARTIES déclarent, par le biais de leurs représentants respectifs, confirmer les énonciations figurant en tête des présentes.

2 - Concernant l'IMMEUBLE transféré

Le cédant déclare sous sa responsabilité, concernant l'immeuble, objet des présentes, qu'il est libre de toute inscription, transcription, saisie ou mention pouvant porter atteinte aux droits du cessionnaire.

REMISE DE TITRES

Il ne sera pas remis de titre de propriété ancien au cessionnaire qui pourra toutefois s'en faire délivrer, à ses frais, des expéditions ou extraits de qui il appartiendra, et sera subrogé dans tous les droits du cédant à ce sujet.

DEPOT DE LA MINUTE

La minute des présentes sera déposée aux archives de la Préfecture.

PUBLICITE FONCIERE

Le présent acte sera publié et enregistré au Service de la Publicité Foncière compétent dans les formes et délais prévus par la loi.

En exécution de l'article 1042 du Code Général des Impôts, il est exonéré de tout droit d'enregistrement et de taxe de publicité foncière.

Il sera délivré trois copies authentiques des présentes, une pour L'ETAT, une pour la Commune de THIL, une pour la société APRR.

DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties font éléction de domicile à Bourg-en-Bresse, en l'Hôtel de la Préfecture susvisé.

POUVOIRS

L'ETAT donne pouvoir au cabinet MORNAND-JANIN-SCHENIRER-PIERRE, à l'effet de faire dresser et signer tous actes complémentaires, rectificatifs ou modificatifs des présentes, pour mettre celles-ci en concordance avec les documents hypothécaires, cadastraux et avec ceux d'état civil.

CERTIFICAT D'IDENTITE

Le Préfet certifie que l'identité complète des parties, dénommées dans le présent document, telle qu'elle est indiquée en tête des présentes, lui a été régulièrement justifiée, notamment pour la société APRR au vu d'une copie d'un extrait Kbis datant de moins de 6 mois.

AFFIRMATION DE SINCERITE

Les parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code Général des Impôts que le présent acte a bien lieu à titre gratuit, et elles reconnaissent avoir été informées par le Préfet des sanctions encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation.

En outre, le Préfet affirme qu'à sa connaissance, le présent acte n'est modifié ni contredit par aucune contre-lettre contenant stipulation d'un prix.

DONT ACTE

Fait et passé les jour, mois et an susdits,
En l'Hôtel de la Préfecture visé en tête des présentes,

Et, après lecture faite, les parties ont signé avec le Préfet de l'AIN

	<i>PARAPHES</i>
Minute sur douze pages, <u>Contenant</u> : Renvoi(s) Mot(s) nul(s) Chiffre(s) nul(s) Ligne(s) nulle(s)	

Le représentant de la société APRR

P/ Le Directeur départemental des
Finances Publiques du département de
l'Ain

Madame Stéphanie COLLAUDIN

Madame Audrey VENET

commune de THIL
représentée par

Le **Préfet** du Département de l'Ain

Monsieur Bruno LOUSTALET

7. FINANCES : DECISIONS MODIFICATIVES

BUDGET PRINCIPAL : DECISION MODIFICATIVE N° 3 : ACQUISITION D'UN TERRAIN

Rapporteur : Bruno Loustalet

01418 Code INSEE	Commune de THIL Commune	DM 2019
---------------------	----------------------------	---------

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU Conseil Municipal

DECISION MODIFICATIVE N° 3

Virements de crédits

Nombre de membres en exercice	15
Nombre de membres présents	
Nombre de suffrages exprimés	
VOTES : Contre	Pour
Date de convocation :	22/11/2019

L'an 2019, le 29 novembre, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en session ordinaire sous la présidence de Bruno LOUSTALET, Maire.

Objet : Acquisition de terrain

Désignation	Diminution sur crédits ouverts	Augmentation sur crédits ouverts
D 020 : Dépenses imprévues Invest	2 780.00 €	
TOTAL D 020 : Dépenses imprévues Invest	2 780.00 €	
D 2111-123 : Acquisition terrains		2 780.00 €
TOTAL D 21 : Immobilisations corporelles		2 780.00 €

Signataires :

Certifié exécutoire par Bruno LOUSTALET, Maire, compte tenu de la transmission en préfecture, le 29/11/2019 et de la publication le 02/12/2019.

A Thil, le 29/11/2019.

ont signé les membres présents
pour extrait conforme
Le Maire

Pour	14
Contre	0
Abstention	0

BUDGET PRINCIPAL : DECISION MODIFICATIVE N° 4 : TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES A L'ECOLE

01418 Code INSEE	Commune de THIL Commune	DM 2019
---------------------	----------------------------	---------

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU Conseil Municipal

DECISION MODIFICATIVE N° 4

Virements de crédits

Nombre de membres en exercice	15
Nombre de membres présents	
Nombre de suffrages exprimés	
VOTES : Contre	Pour
Date de convocation :	22/11/2019

L'an 2019, le 29 novembre, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en session ordinaire sous la présidence de Bruno Loustalet, Maire.

Objet : Travaux supplémentaires à l'école

Désignation	Diminution sur crédits ouverts	Augmentation sur crédits ouverts
D 020 : Dépenses imprévues Invest	5 000.00 €	
TOTAL D 020 : Dépenses imprévues Invest	5 000.00 €	
D 2135-90 : Groupe Scolaire		5 000.00 €
TOTAL D 21 : Immobilisations corporelles		5 000.00 €

Signataires :

Certifié exécutoire par Bruno Loustalet, Maire, compte tenu de la transmission en préfecture, le 29/11/2019 et de la publication le 02/12/2019.

A Thil, le 29/11/2019.

ont signé les membres présents

pour extrait conforme

Le Maire

Pour	14
Contre	0
Abstention	0

M. Guillard donne des précisions sur les dépenses imprévues, liées aux travaux de l'école, qui ont mis à jour d'autres travaux à effectuer.

BUDGET PRINCIPAL : DECISION MODIFICATIVE N° 5 : TRAVAUX DE VOIRIE

01418 Code INSEE	Commune de THIL Commune	DM 2019
---------------------	----------------------------	---------

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU Conseil Municipal

DECISION MODIFICATIVE N° 5

Virements de crédits

Nombre de membres en exercice	15
Nombre de membres présents	
Nombre de suffrages exprimés	
VOTES : Contre	Pour
Date de convocation :	22/11/2019

L'an 2019, le 29 novembre, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en session ordinaire sous la présidence de Bruno Loustalet, Maire.

Objet : Travaux de voirie

Désignation	Diminution sur crédits ouverts	Augmentation sur crédits ouverts
D 020 : Dépenses imprévues Invest	2 308.00 €	
TOTAL D 020 : Dépenses imprévues Invest	2 308.00 €	
D 2152-130 : Travaux Voirie		2 308.00 €
TOTAL D 21 : Immobilisations corporelles		2 308.00 €

Signataires :

Certifié exécutoire par Bruno Loustalet, Maire, compte tenu de la transmission en préfecture, le 29/11/2019 et de la publication le 02/12/2019.

A Thil, le 29/11/2019.

ont signé les membres présents

pour extrait conforme

Le Maire

M. le Maire précise que les plans topographiques de la commune étant très anciens, il a été décidé d'en refaire de nouveau.

M. Manié demande d'où sort cet aménagement de voirie, qu'il n'est jamais sorti des ateliers participatifs. Mme Semay précise que ce n'est pas une proposition en tant que tel. Le Maire répond que ne sont concernées que la rue du Canal, la rue de l'Eglise, la rue de la Mairie, la rue du Stade, la fromagère pour des limitations de vitesses principalement. Modification de la place principale, avec priorité aux piétons. Mme Semay rappelle que ce n'est qu'une proposition.

Pour	14
Contre	0
Abstention	0

BUDGET ASSAINISSEMENT : DECISION MODIFICATIVE N°2 : RACCORDEMENT STEP 3CM

01418 Code INSEE	Commune de THIL ASSAINISSEMENT	DM 2019
---------------------	-----------------------------------	---------

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU Conseil Municipal**DECISION MODIFICATIVE N° 2****Virements de crédits**

Nombre de membres en exercice	15
Nombre de membres présents	
Nombre de suffrages exprimés	
VOTES : Contre	Pour
Date de convocation :	22/11/2019

L'an 2019, le 29 novembre, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en session ordinaire sous la présidence de Bruno Loustalet, Maire.

Objet : Raccordement STEP 3 CM

Désignation	Diminution sur crédits ouverts	Augmentation sur crédits ouverts
D 61523 : Réseaux		0.68 €
TOTAL D 011 : Charges à caractère général		0.68 €
D 1391 : Subventions d'équipement		26 360.00 €
D 4818 : Charges à étaler	89 500.00 €	
TOTAL D 040 : Opérations d'ordre entre section	89 500.00 €	26 360.00 €
D 6742 : Subv. except. d'équipement	367 000.00 €	
D 6811 : Dotations aux amortissements su		41 539.32 €
TOTAL D 042 : Opérations d'ordre entre section	367 000.00 €	41 539.32 €
D 6742 : Subv. except. d'équipement		277 500.00 €
TOTAL D 67 : Charges exceptionnelles		277 500.00 €
R 4818 : Charges à étaler		46 325.00 €
TOTAL R 040 : Opérations d'ordre entre section		46 325.00 €
R 777 : Quote-part des subv. d'inv. v..		31 320.20 €
R 796 : Transferts de charges fin.	367 000.00 €	
R 797 : Transferts de charges except.		277 500.00 €
TOTAL R 042 : Opérations d'ordre entre section	367 000.00 €	308 820.20 €
R 131 : Subventions d'équipement	109 465.00 €	
TOTAL R 13 : Subventions d'investissement	109 465.00 €	
R 70611 : Redev. assainissement collectif		10 219.80 €
TOTAL R 70 : Ventes prod fab, prest serv, mar		10 219.80 €

Signataires :

Certifié exécutoire par Bruno Loustalet, Maire, compte tenu de la transmission en préfecture, le 29/11/2019 et de la publication le 02/12/2019.

A thil, le 29/11/2019.

ont signé les membres présents
pour extrait conforme
Le Maire

Pour	14
Contre	0
Abstention	0

BUDGET ASSAINISSEMENT : DECISION MODIFICATIVE N° 3 : RACCORDEMENT STEP 3CM

01418 Code INSEE	Commune de THIL ASSAINISSEMENT	DM 2019
---------------------	-----------------------------------	---------

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU Conseil Municipal

DECISION MODIFICATIVE N° 3

Virements de crédits

Nombre de membres en exercice	15
Nombre de membres présents	
Nombre de suffrages exprimés	
VOTES : Contre	Pour
Date de convocation :	22/11/2019

L'an 2019, le 29 novembre, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en session ordinaire sous la présidence de Bruno Loustalet, Maire.

Objet : Frais d'études à immobiliser

Désignation	Diminution sur crédits ouverts	Augmentation sur crédits ouverts
D 023 : Virement à section investis.		0.00 €
TOTAL D 023 : Virement à la sect^e d'investis.		0.00 €
D 208 : Autres immos incorporelles		13 000.00 €
D 2158 : Autres		132 700.18 €
TOTAL D 041 : Opérations patrimoniales		145 700.18 €
R 021 : Virement section exploitation		0.00 €
TOTAL R 021 : Virement de la section de fonct.		0.00 €
R 203 : Frais d'études, de R&D et frai.		13 000.00 €
R 203 : Frais d'études, de R&D et frai.		132 700.18 €
TOTAL R 041 : Opérations patrimoniales		145 700.18 €

Signataires :

Certifié exécutoire par Bruno Loustalet, Maire, compte tenu de la transmission en préfecture, le 29/11/2019 et de la publication le 02/12/2019.

A Thil, le 29/11/2019.

ont signé les membres présents

pour extrait conforme

Le Maire

Pour	14
Contre	0
Abstention	0

INFORMATIONS DIVERSES

M. le Maire présente les différentes DIA qui ont été posées cette année.

M. Guillard présente le projet d'extinction des lumières dans le village.

M. le Maire précise que le transfert du budget assainissement avance et qu'il aura lieu le 1^{er} janvier 2020, le travail effectué conjointement par la CCMP, la Mairie et la perception avance et tout devrait être prêt à temps.

M. le Maire fait une présentation rapide de l'aménagement urbain du Centre-Bourg. 3 sociétés ont répondues : Ain Habitat, Européan Homes et Bel Immo. Ce dernier est retenu pour le projet. Une présentation sera faite aux élus le samedi 7 décembre.

Présentation du projet Bel Immo :



M le Maire donne lecture du message suivant (qui sera repris en fin de chaque séance ou réunion enregistrée) :

« Mairie de THIL,
Fin de la séance du Conseil Municipal
En Mairie de Thil
Le vendredi 29 novembre 2019 à 21h01.
Stopper l'enregistrement»